

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION CORPORATIVE

DE LA

PETITE INDUSTRIE ALLEMANDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 20 juin 1911, à 3 heures

PAR

Robert LEGRAND

Président : M. C. PERBEAU.

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, professeur.
 DESCHAMPS, professeur.

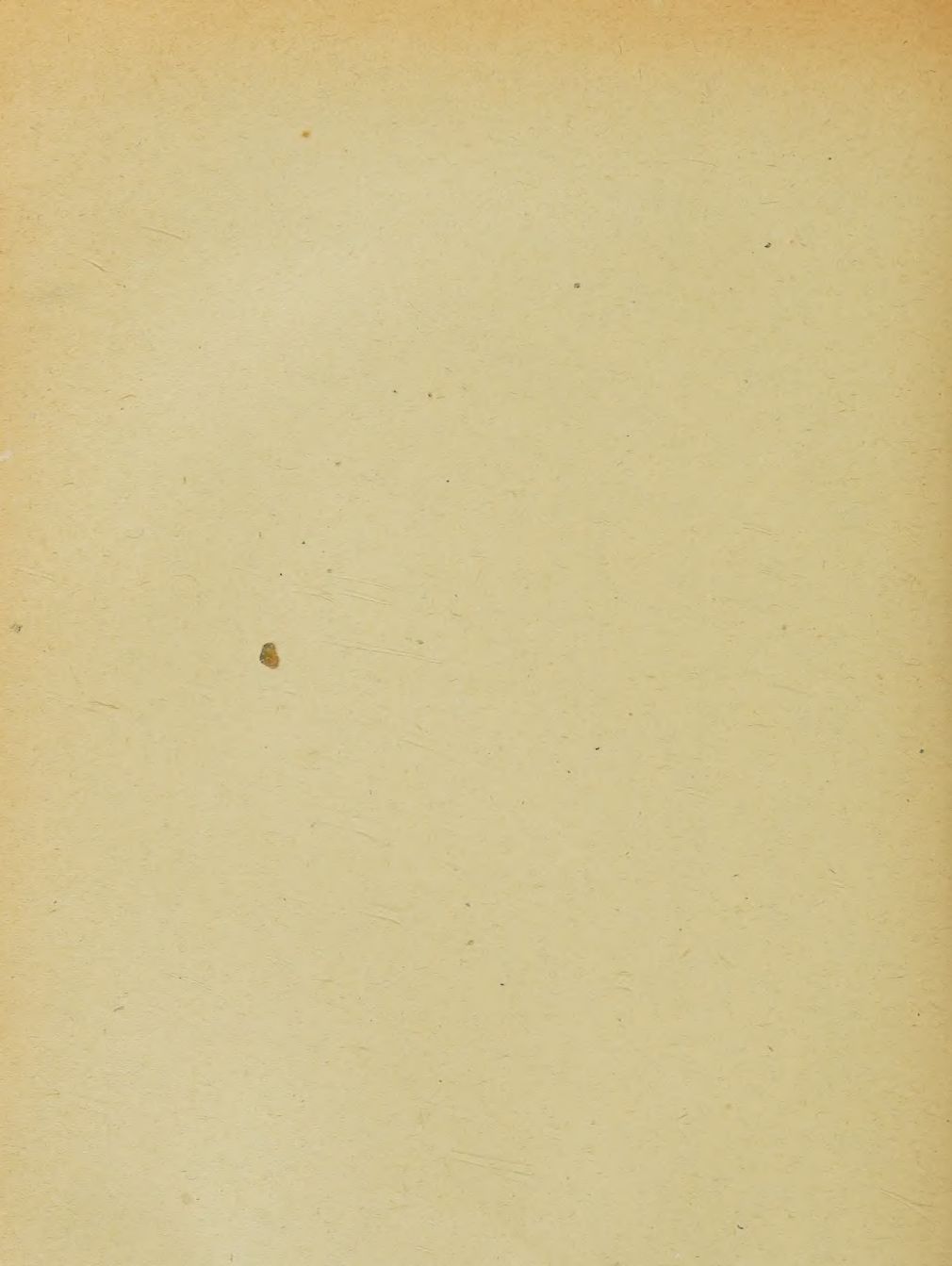
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION CORPORATIVE

DE LA

PETITE INDUSTRIE ALLEMANDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 20 juin 1911, à 3 heures

PAR

Robert LEGRAND

Président : M. C. PERREAU.

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, *professeur.*
DESCHAMPS, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911





Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ORGANISATION CORPORATIVE

DE LA

PETITE INDUSTRIE ALLEMANDE

INTRODUCTION

Le réveil de la vie corporative des petits métiers et les efforts qu'ils font à l'heure présente pour s'organiser en face de la grande industrie sont un des sujets d'étude les plus intéressants de l'histoire économique de l'Allemagne au xix^e siècle.

C'est une renaissance bien inattendue que celle de ces formes de la petite industrie qu'on pouvait croire disparues devant le triomphe définitif du machinisme, et qui en Allemagne, à l'inverse de chez nous, ont pu se maintenir encore très vivantes et assez solidement organisées pour être la base d'une législation spéciale.

Si l'on a voulu ainsi empêcher la disparition de ces formes anciennes, c'est qu'il y a une organisation sociale qui succomberait avec ces formes mêmes, c'est qu'on détruirait du même coup la presque totalité de la classe moyenne.

Il a quelques années déjà, le baron de Hertling disait au Reichstag dans un discours sur le régime corporatif : « Il ne s'agit pas de conserver une forme industrielle, mais une classe sociale (1). »

Mittelstandpolitik, politique de la classe moyenne, et Handwerkerpolitik, politique des artisans, sont les termes employés en Allemagne pour désigner le programme des défenseurs des métiers (2).

C'est contre les effets désastreux de la concurrence des fabriques qu'ils entendent réagir. Elle tend en effet à transformer le monde en une vaste agglomération de prolétaires dirigés par quelques grands capitalistes. Sans doute des transformations industrielles se font, on ne doit pas les exclure, mais il ne faut pas leur sacrifier la liberté des masses. La société ne doit pas être constituée de deux grandes catégories, riches et pauvres ; cette opposition est trop dangereuse pour l'ordre social. Il faut, suivant l'expression d'Albertus (3), que la pyramide reste sur ses pieds et pour cela elle doit comprendre une classe moyenne, un Mittelstand solidement établi (4).

Le professeur Schmoller au Congrès d'Eisenach, en

(1) Discours du 5 mai 1880, *Reden und Aufsätze*, Edit. Fribourg, Herder, 1884, p. 130 et s.

(2) V. Brants, *La petite industrie contemporaine*, Louvain, Belgique, p. 8.

(3) Albertus est le pseudonyme dont le Baron von Gruben a signé un ouvrage d'où cette citation est tirée : *Ueber die Nothlage des Handwerks und die Mittel zu seiner Hebung*, Paderborn, 1889.

(4) Baron de Hertling, *Naturrecht und socialpolitik*.

1872, s'exprimait ainsi : « Notre idéal social n'est pas le nivellement socialiste, à notre avis l'état sain et normal d'une société présente une échelle de degrés d'existences variées où on passe facilement d'un degré à l'autre (1). »

M. Cooremann, ministre de l'industrie et du travail en Belgique, disait le 27 juin 1896 à la tribune du Sénat : « Tout le monde s'intéresse aujourd'hui à l'amélioration du sort de la classe ouvrière et tout le monde a raison... Mais le maintien, la prospérité de la classe moyenne est une cause non moins juste et l'intérêt général exige que cette cause ne vienne pas à périlcliter. Il importe à l'équilibre social qu'entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, la distance soit comptée par la classe moyenne qui caractérise la réunion dans les mêmes mains du capital et du travail. »

La politique sociale doit donc tendre à maintenir la classe moyenne et pour lui fournir les moyens de se défendre, il faut d'abord lui sauvegarder ses moyens d'existence en lui donnant une organisation industrielle capable de lui permettre de lutter contre des concurrents plus favorisés.

*
* *

L'idée fondamentale qui a inspiré la politique allemande dans la réorganisation de la petite industrie a

(1) *Social und Gewerbe politik der Gegenwart*, p. 11.

été non pas de créer des corporations nouvelles sur un modèle uniforme, mais de donner à celles qui existaient déjà les moyens de développer leur vitalité en augmentant leurs attributions.

Après un long travail, on est arrivé à un système d'ensemble qui présente une gradation de trois types de corporations correspondant à trois degrés de plus en plus élevés, ayant chacun leur organisation propre et où les métiers peuvent saisir la forme qui leur convient.

Au premier degré, le type simple est la corporation libre : l'Innug (1), l'union de fait des artisans associés, mais dans laquelle personne n'est forcé d'entrer.

Si cette union montre des aptitudes suffisantes dans certaines questions, par exemple dans le règlement des questions d'apprentissage, l'administration lui donnera l'autorité réglementaire sur tous les artisans de son ressort de la même profession, non seulement à l'égard de ses propres membres, mais même à l'égard des artisans n'en faisant pas partie. Les décisions qu'elle prendra auront force de lois vis-à-vis de ces non membres. Ceux-ci, sans être encore obligés d'entrer dans l'organisme corporatif, resteront sur certains points soumis à son action.

C'est le deuxième type, celui de la corporation, qu'on peut appeler impérative, mais non encore obligatoire.

Enfin lorsque la majorité des artisans d'un métier le

(1) Le mot Innung est le terme que nous emploierons pour désigner la « corporation ».

demandera, tous ceux qui exercent le même métier dans la même région pourront être forcés d'appartenir, en qualité de membres, à un groupe érigé en corporation obligatoire (*Zwangsinng*).

C'est le troisième type, le plus élevé, auquel sont attachés les droits les plus complets.

Ainsi la loi n'impose aux métiers pour s'organiser en groupements aucune forme déterminée.

Mais elle leur confère des droits de plus en plus étendus au fur et à mesure qu'ils se montrent plus aptes à les exercer.

Ce n'est donc pas à proprement parler, fait remarquer l'abbé Hitze (1), l'Etat qui crée les corporations.

Il se contente de les laisser progresser d'elles-mêmes, de reconnaître leur degré de croissance et de développement.

La corporation allemande se développe ici ou là, spontanément et comme elle veut : le réseau est loin d'être partout complet, il n'embrasse guère que 25 0/0 de la totalité des artisans. Mais partout où elle existe, elle exprime une vie réelle.

Cette très large esquisse était nécessaire avant d'entrer dans notre sujet. On conçoit qu'une organisation aussi complexe n'a pu se faire en un jour.

Il a fallu beaucoup de luttes et d'efforts pour aboutir à cette conception nouvelle, à ces trois degrés de groupements.

(1) Hitze, *Schutz dem Handwerk*, Paderborn, 1883.

Comme les métiers auxquels elle les propose, l'Allemagne s'est elle-même progressivement élevée à les construire.

Aussi allons-nous maintenant indiquer les diverses étapes franchies par sa politique.

CHAPITRE PREMIER

PROGRÈS SUCCESSIFS DE L'IDÉE CORPORATIVE DANS LA LÉGISLATION ALLEMANDE DEPUIS 1808.

L'Allemagne est un des pays qui a conservé le plus longtemps ses vieilles institutions.

Son extrême division au début du XIX^e siècle favorise encore la permanence de l'esprit corporatif.

Certaines principautés allemandes ont encore au XIX^e siècle la législation qu'elles se sont donnée au XVII^e ; quelques-unes sans changement aucun, d'autres avec certaines modifications suivant les tendances de leurs gouvernants (1).

Au lendemain des guerres de l'Empire, la Prusse, avec les ministres Stein et Hardenberg, entre résolument dans la voie des réformes et par la circulaire du 26 décembre 1808 pose le principe de la liberté industrielle.

« Il est anti-économique, dit le baron de Stein, de troubler les conditions naturelles de l'industrie. Les pouvoirs publics, en réalisant le plus tôt possible la liberté industrielle, doivent le faire progressivement, par voie légale, en ménageant les préjugés existants, car

(1) Morisseaux, *La législation du travail : L'Allemagne*, p. 183.

toute réforme amène des tiraillements et un passage trop brusque de la réglementation à la liberté pourrait produire des conséquences plus désastreuses encore que la réglementation elle-même. »

Le programme législatif ne supprime pas (c'est là la grande différence d'avec la France) (1) les groupements sociaux naturels, qui seuls permettent à la petite industrie, c'est-à-dire à une fraction très importante de la population, de vivre et de se défendre.

La loi du 7 septembre 1811 maintient les corporations (2). Le ministre Stein eu donc le mérite de comprendre que leur conservation n'est pas une entrave à la liberté industrielle.

La corporation restera libre et autonome, débarrassée des restrictions qui paralysaient son activité en limitant sa production.

Au lieu de rester comme autrefois un groupement fermé et privilégié, la corporation est ouverte à tous les artisans d'un même métier d'une région donnée.

Le baron de Stein s'est efforcé d'éviter le reproche que lui-même faisait à notre Révolution française (3),

(1) Les corporations furent supprimées en France par un édit de Turgot du 18 janvier 1776, rétablies à sa chute du pouvoir en décembre de la même année et supprimées à nouveau définitivement sous la Révolution par la loi du 2-17 mars 1791 comme contraires aux principes contenus dans la déclaration des droits de l'homme.

(2) Schönberg, *Handbuch der politischen Æconomie Volkswirtschaftslehre*, t. II, p. 455, 2^e édition, Tübingen, 1886.

(3) Roscher, *Geschichte der National Oekonomie in Deutschland*, p. 709.

d'avoir supprimé les institutions défensives de la petite bourgeoisie, suppression ayant pour résultats l'anéantissement de la classe moyenne.

Il déclare d'ailleurs dans un mémoire daté de janvier 1822, sur la question de la réforme corporative, que le métier est ayant tout un cadre et une règle indispensable au *Mittelstand*, une garantie pour tout individu d'avoir une éducation professionnelle. « Ce n'est que de cette manière, ajoute-t-il, que les professions pourront être ouvertes aux vrais citoyens et non aux hommes nomades (*Wilden*). »

En dépit donc des tendances libérales (1) qui commencent à se faire jour, les corporations étaient donc maintenues.

En principe toute personne qui veut ouvrir une entreprise à son compte peut le faire en se munissant d'une patente. Tous ceux qui n'ont pas pris de patente, c'est-à-dire les *Handwerker* (2) en général, doivent, pour exercer le métier, s'inscrire à la corporation quand il en existe une (3).

Le gouvernement conserve d'autre part le droit de réunir en corporations les artisans dépourvus de patente, si l'intérêt public l'exige.

(1) Le parti libéral était composé des représentants de la grande industrie. Son programme économique était par conséquent en opposition formelle avec celui des défenseurs des métiers.

(2) Artisans.

(3) Loi du 7 septembre 1814.

A cette époque, la possession de la patente permettait de faire la distinction entre le métier et la fabrique.

La corporation avait sur ses membres un pouvoir administratif autonome, distinct de l'autorité communale, ainsi qu'un droit de juridiction (1).

Pour être considéré comme bourgeois (2), il fallait être possesseur d'une patente.

Ainsi la *Zunft* devient une expression territoriale, une organisation administrative supplémentaire, grâce à la distinction entre la *Patentmeister* et l'*Innungsmeister* : et cette distinction se conserve dans les lois particulières des divers Etats. Il en est ainsi en Saxe, en Kurhessen, en Hanovre, en Brunswick, à Francfort, dans les villes hanséatiques, dans les pays thüringiens, etc.

La première loi dont toutes les dispositions s'étendent uniformément à toutes les provinces prussiennes est l'*Allgemeine gewerhe Ordnung* du 17 juillet 1845 (3).

Elle repose encore sur le principe de la liberté industrielle. En dehors de certaines conditions spéciales exigées pour certaines industries dangereuses ou insalubres qu'elle énumère, les dernières restrictions à la liberté sont supprimées. Les derniers privilèges et monopoles disparaissent, notamment le monopole de l'exercice de certains métiers jusque-là réservés aux villes. Comme

(1) Bergius, *Die preussischen Gewerbegesetze*, 1857.

(2) Les bourgeois jouissaient de certaines prérogatives, entre autres de pouvoir faire partie des conseils communaux.

(3) Bergius, *Die preussischen Gewerbegesetze*, 1857.

en 1811 le législateur consacre de nouveau l'existence de la corporation et en précise les droits ; sans chercher à constituer des groupes nouveaux, c'est aux anciennes corporations qu'il s'adresse toujours, traitant semblablement celles des villes et celles du plat pays ; il compte sur leur activité pour conserver un apprentissage sérieux et s'occuper avec vigilance des intérêts professionnels communs à tous ceux qui exercent le métier. Bien qu'en aucune manière le droit à cet exercice ne dépende de l'affiliation forcée au groupe, celui-ci doit cependant déjà faire sentir son influence aux artisans, notamment en surveillant l'admission et l'éducation des apprentis et ouvriers des patrons même non affiliés, en administrant les caisses communes de maladie, de funérailles, d'assistance et d'épargne.

Tout en restant fidèle à la liberté, la loi cherche à éveiller un peu l'activité corporative et, par une innovation intéressante, se réserve de sanctionner celles qui se montreront les plus vigilantes. Ainsi, par exemple, bien que la *Zunft* ne soit pas légalement tenue de requérir une preuve de capacité (1) à l'égard de ceux qui entrent dans son sein, ceux-ci n'ont le droit d'avoir des apprentis qu'à cette condition (2).

En un mot, la loi de 1845 a jeté les bases du système qui sera repris par les lois ultérieures : consacrer les efforts des corporations sans les leur imposer.

(1) *Befähigungsnachweis*.

(2) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 36.

Mais l'absence d'une réglementation précise est un obstacle au bon fonctionnement de la vie corporative.

Ajoutons que les circonstances commencent à devenir critiques pour les métiers. Des crises commerciales intenses marquent les années 1846 et 1847. En 1848 la révolution éclate. La classe moyenne est en grande partie ruinée, le crédit épuisé.

C'est à ce moment qu'un mouvement profond contre les doctrines libérales (1) commence à se dessiner et des groupes importants se forment pour la résistance. Cette agitation devait aboutir au célèbre Congrès des métiers tenu à Francfort sous le nom de *Handwerkerparlement*.

Le 19 avril 1848 parut à Bonn une pétition adressée au ministre Kamphausen et signée par 391 Maîtres qui conviaient à la lutte tous leurs frères des métiers. « Nous sommes, déclarait-elle, les premiers Handwerker d'Allemagne qui, dans la lumière de la jeune liberté, formulons les vœux que réclament notre état. A nos camarades de les faire triompher (2). »

Il faut assurer au travail des petits artisans une organisation légale dans toute l'Allemagne ; il ne faut pas se contenter de conserver, il faut réorganiser les corporations et leur donner un pouvoir réglementaire énergique. Il faut qu'il leur appartienne de formuler cer-

(1) Le parti libéral prônait les systèmes économiques tendant à la suppression de toute réglementation industrielle.

(2) Stieda, article « Handwerk », in *Handwerkerbuch Staatswissenschaften de Conrad*, p. 370, col. 4.

taines réglementations nécessaires, par exemple, limiter le travail de chaque Maître à un seul métier, exiger, pour l'entreprendre, une preuve de capacité obligatoire pour tout le monde, défendre d'avoir des apprentis si l'on n'est âgé au moins de 25 ans. Il faut aussi limiter l'emploi des machines afin de sauver le travail manuel...

Mais malgré une foule d'autres revendications contre le libéralisme, les artisans ne prétendent nullement revenir au système du moyen âge : ce qu'ils demandent, c'est une loi industrielle, qui évite les privilèges, mais se garde aussi de l'anarchie du laisser-faire.

« Nous ne voulons, déclarent-ils, aucune réduction dans la concurrence ; ce que nous voulons, ce sont seulement des concurrents capables et honnêtes (1). »

Bonn avait donné l'exemple. Beaucoup d'autres villes le suivirent : Leipzig, Gotha, Magdebourg, Karlsruhe. Le 22 avril notamment, 22 *Innungen* publient à leur tour des lettres ouvertes où, chose à noter, on fait une aveu critique du système français, avec lequel on est arrivé à ce résultat que « les derniers restes de vertu et de bien-être s'en sont allés » (2).

Beaucoup de projets de réforme sont proposés encore et discutés au Congrès préliminaire des artisans de l'Allemagne du Nord qui se tient à Hambourg du 2 au 6 juin 1848. Ce fut à l'issue de ce Congrès, le 7 juin 1848,

(1) Stieda, *Ibid.*

(2) *Den letzten Rest von Tüchtigkeit und Wohlstand untergräbt.*

que les membres de la Ligue du Nord adressèrent aux métiers de Francfort-sur-Mein une proposition tendant à fusionner tous les Congrès partiels en un Congrès général qui aurait pour mission de préparer un projet de loi spécial aux métiers. La proposition fut acceptée avec enthousiasme et le 15 juillet 1848 s'ouvrit à Francfort-sur-Mein, dans la Paulskirche, le *Deutsche Handwerker und Gewerbekongress*.

A plus d'un millier d'adhérents vinrent se joindre 116 Maîtres délégués officiellement par les divers Etats allemands.

Stieda remarque l'absence des délégués des fabriques ; à partir de ce moment, en effet, il n'y a plus de doute possible : les métiers tiennent à garder particulières leurs revendications et la séparation des deux régimes industriels s'accuse radicalement.

Il y eut à Francfort, jusqu'à la clôture du Congrès (18 août 1848), une agitation intense. On parvint enfin à rédiger un projet de loi touffu et complexe qui devait consacrer solennellement « la protestation d'un million de malheureux contre la liberté du travail » (1). Projet intéressant qui, s'il n'est pas immédiatement consacré par les lois subséquentes, dessine un programme social très large et que nous retrouverons ensuite, notamment dans la loi de 1881.

Il est à noter que dans ce projet se rencontrent ça et

(1) Georg. Bobertag, *Die Handwerkerfrage*, 1880, p. 37.

là quelques revendications révolutionnaires des compagnons qui demandent la création d'ateliers nationaux, de banques du peuple, etc... Mais à la vérité, dit Jäger : « Ceux-ci ne savent pas trop ce qu'ils veulent et leurs réclamations, tantôt corporatives, tantôt socialistes, restent sans but précis et dépourvues des moyens pratiques. »

A la suite du Congrès de Francfort le mouvement, des artisans gagne progressivement à lui l'esprit public, avec d'autant plus de succès d'ailleurs que le libéralisme a de la peine à dégager sa formule définitive et surtout à montrer qu'il répond aux nécessités présentes. Il reste un programme d'avenir aux réalisations peu précises.

Notons à ce moment l'ardente propagande que fait pour la corporation obligatoire le prince de Bismarck, qui plus tard, chancelier d'empire, devait se montrer un ardent champion de l'idée libérale et capitaliste et faire aux métiers une guerre acharnée. Dans un discours qu'il prononçait le 18 octobre 1819, il disait : « Les artisans forment le cœur même de la classe moyenne et le maintien de cette classe est absolument nécessaire au salut de l'Etat. La liberté industrielle a sans doute donné un grand nombre d'avantages au public. Elle a permis le bon marché des produits, mais

(1) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 40 et suiv.

(2) Jäger, p. 42, la note.

ce bon marché aggrave l'isolement et la misère des artisans et prépare leur ruine. »

Les causes de l'appauvrissement des Handwerker sont diverses. Quelques-unes sont hors de la portée d'une législation. Toutefois, il en est d'autres, qui proviennent aussi de ce que le capital l'emporte sur le travail, de ce que la liberté industrielle tend, en définitive, à la surproduction.

C'est seulement par les corporations obligatoires que les artisans pourront résister à cette concurrence excessive : c'est seulement par elles que le grand nombre des maîtres pourront être protégés contre cette domination oppressive des capitaux d'un seul et de la grande industrie. Celle-ci pousse si loin la division du travail, que l'ouvrier qui a passé un temps souvent très long à apprendre son métier est incapable de l'exercer, tant la machine le divise et le subdivise. Si l'affiliation à l'*Innung* n'est pas rendue obligatoire, la première condition manque pour fonder des traditions commerciales durables.

« Des *Patentmeister*, en effet, chercheront alors des ouvriers à bon marché, sortiront de leur métier, se désintéressant de son sort.

La corporation obligatoire seule permet la collaboration économique vers des buts communs. Elle seule permet, en fixant les limites des professions, d'éviter en une certaine mesure la concurrence. Elle peut devenir une puissance susceptible de lutter contre la grande in-

dustrie et, si elle est durable, c'est-à-dire obligatoire, les avantages constitués par elle demeureront pour l'avenir et feront la force du métier » (1).

Les ordonnances de 1849 n'admettaient pas la corporation obligatoire d'une manière générale, mais elles l'admettaient, dans certains cas : elles donnaient en outre une large satisfaction aux vœux généraux des métiers. Le gouvernement prussien avait compris, après le Congrès de Francfort, que l'intervention de la loi était nécessaire, et ne pouvant effectuer une refonte totale de la législation industrielle, essayait-il par ces deux ordonnances de porter remède aux plus pressantes revendications.

De longtemps la petite industrie ne devait pas obtenir un aussi éclatant succès.

Les ordonnances de 1849 ont ceci surtout d'original que, déjà, elles énumèrent d'une façon détaillée et limitative les professions considérées comme métiers proprement dits (2), afin de pouvoir leur donner un régime distinct.

Tous les maîtres (qui veulent exercer ces « métiers » compris dans l'énumération légale) (3) sont « obligés de s'affilier » à une corporation, s'il en existe une du métier

(1) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 44-47.

(2) *Handwerkmässige gewerbe*. V, cette énumération dans Schönberg, p. 459, note 149.

(3) Au nombre de 70 environ.

considéré, et doivent, dans tous les cas, fournir un certificat de capacité ou justifier d'un examen subi devant un jury (1) (*Prüfungscommission*).

La liste des métiers pour lesquels la preuve de capacité est obligatoire peut d'ailleurs être réduite ou augmentée par l'administration.

Pour être admis à l'épreuve de capacité, il faut avoir 24 ans au moins, avoir travaillé comme apprenti chez un maître *befähigt*, et, en règle générale, avoir terminé son apprentissage depuis 3 ans (2).

Le nombre des apprentis et ouvriers pour chaque maître est limité. L'exercice simultané de la même profession par la même personne est réglementé.

Pour les métiers non énumérés, la preuve de capacité n'est pas requise, non plus que l'affiliation corporative.

Les fabriques restent, en principe, en dehors des dispositions de la loi. Cependant, chose très remarquable, les fabricants pouvaient être eux-mêmes astreints à une preuve de capacité toutes les fois qu'ils exerçaient en même temps que le leur un autre métier pour lequel la preuve de capacité était obligatoire (3).

On interdisait encore aux compagnons d'accepter de l'ouvrage ailleurs que chez un maître ayant le certificat.

(1) Stieda, *Ibid.*, et voir Hampke, *Der Befähigungsnachweis*, p. 40.

(2) Schönberg, *Ibid.*, p. 459.

(3) Ceci vise spécialement les *Halbprodukte* et les *Halbfabrikate*.

De même, les maîtres ne pouvaient prendre à gages d'autres ouvriers que ceux de la corporation. Le temps d'apprentissage de travail des *Gehilfen* et des *Lehrlinge* (1) était clos par une *Prüfung*, selon les vœux du Parlement de Francfort.

Enfin toute nouvelle corporation pouvait être fondée par n'importe quel métier, à la seule condition qu'elle se *montre utile*, c'est-à-dire que ses statuts exigent de ses membres une preuve de capacité et de ses apprentis une *Prüfung*, qu'ils facilitent l'érection des caisses de secours, etc.

Il ne faut donc pas s'étonner si les corporations de certains métiers reprennent à cette époque une force nouvelle.

Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, à l'égard des métiers qu'elle représente que la corporation exerce son autorité : son action se fait sentir même bien au delà.

Ainsi, elle est appelée à donner à l'administration communale son avis nécessaire sur l'ouverture des magasins et elle peut exiger que ceux qui tiennent ces magasins subissent l'épreuve de capacité s'ils veulent s'occuper de la préparation des marchandises (2).

Il y a plus ; toute corporation a une part active dans la surveillance des jeunes ouvriers en apprentissage chez tous les maîtres du ressort, même ceux qui ne sont

(1) Compagnons et apprentis.

(2) Schönberg, *Ibid.*, p. 460.

pas tenus de s'affilier. *Obligatoire* donc pour les artisans qui exercent les métiers visés par la loi, elle est déjà *impérative* à l'égard des autres, c'est-à-dire qu'elle possède le pouvoir de leur imposer des décisions, bien qu'ils ne soient pas légalement ses membres.

On voit combien considérables étaient les pouvoirs que l'*Innung* de 1849 avait à son service. Aussi beaucoup d'anciennes corporations mirent-elles leurs statuts en harmonie avec ce régime pour les métiers réorganisés et toutes les nouvelles se fondèrent sur ces bases (1).

Comme couronnement du système, les ordonnances créaient aussi des conseils d'industrie (2) réclamés depuis longtemps ; ces conseils, représentant les artisans de toutes les industries, devaient être établis dans les districts où la nécessité s'en ferait particulièrement sentir, afin de sauvegarder les intérêts respectifs et faire observer les dispositions de la loi. Organes encore mixtes, leurs membres élus, moitié par les patrons, moitié par les ouvriers, étaient pris en nombre égal parmi les représentants des artisans, des fabriques et du commerce.

Il y eut, comme on pouvait l'attendre, au sujet de ce mode de représentation des contestations assez vives. Les *Handwerker* prétendaient non sans raison que le système ne donnait pas une exacte représentation des

(1) Biebahn, *Statistik Deutschland*, III, p. 542-555.

(2) *Gewerberethe*.

intérêts de chaque catégorie. Plus nombreux et de beaucoup que les membres de la grande industrie, ils demandaient aussi un plus grand nombre de représentants dans le conseil. Le mécontentement, ainsi que le manque de solidarité entre des éléments trop disparates, donna lieu à des manifestations violentes et fut très probablement la cause du discrédit dans lequel tombèrent à peu près partout ces conseils d'artisans, dont l'organisation était un peu flottante.

L'expérience, au dire de Schönberg, fut malheureuse et sur 90 conseils créés en 1849, il n'en restait en 1860 que quelques-uns à peine.

A bien des égards, d'ailleurs, la nouvelle législation ne pouvait être favorablement accueillie.

Avantageuse pour les métiers qu'elle visait spécialement, c'est-à-dire en définitive pour une minorité d'*Handwerker*, elle était mal vue des autres qu'elle laissait sans organisation définie. On lui reprochait surtout de reconstituer une aristocratie parmi les artisans et de n'aboutir qu'à une réforme partielle.

Les autorités administratives, plutôt libérales, profitèrent de ces griefs pour ne pas appliquer rigoureusement la loi, dont beaucoup de dispositions restèrent lettre-morte.

Au point de vue de la situation générale de la petite industrie, cette étape de progrès ne devait point être très fructueuse. Car malgré les efforts des artisans, les tendances vers la liberté économique s'accroissent davan-

tage. Elles n'allaient pas tarder à se manifester plus gravement encore en Allemagne, avec une concurrence croissante de la fabrique.

La petite industrie allait passer par une crise dangereuse.

CHAPITRE II

SUCCÈS DU LIBÉRALISME. LOI DE 1869

L'orientation de la politique allemande du côté des doctrines libérales provient de causes multiples. Tant que les petits États morcelés ont pu conserver leur individualité et rester séparés les uns des autres par des barrières douanières, toute l'activité économique se concentrait dans un marché local assez limité. La production satisfaisait aux besoins de la population environnante.

Les fabriques sont rares, parce qu'elles ont besoin pour se développer de marchés extérieurs. Bien loin que ce soit le produit fabriqué qui suscite le courant des échanges, ce sont les commandes faites suivant des besoins définis qui déterminent la production. Le métier travaille pour des besoins qu'il connaît, tandis que la fabrique travaille pour des demandes non encore faites et qu'elle ne connaît pas.

Mais par suite de la suppression des barrières douanières, la grande industrie va se développer plus largement et ouvrir sur de plus vastes étendues des courants d'échange, diminuant d'autant les relations de la population avec ses pourvoyeurs naturels.

Ce résultat est dû au Zollverein (1) qui jusqu'en 1865 comprendra tous les États allemands, à l'exception de la Bavière, des deux Mecklenbourg et des villes hanséatiques.

En même temps que la fabrique commence à se développer, tous les États participants adoptent, presque au même moment, des lois industrielles inspirées par les doctrines libérales (Nassau, 1860. Oldenburg, Saxe, Brême, 1861. Wurtemberg, Saxe-Weimar, Bade, 1862. Gotha, 1863. Brunswick, 1864, etc...)

Ce revirement équivalait à la ruine de la petite industrie. La lutte contre le libéralisme devient pour elle une question de vie ou de mort. Plus que jamais on demande que la séparation fondamentale des deux formes industrielles soit tranchée à tout prix. Qu'on laisse les grandes entreprises se déchirer entre elles, le métier doit être mis à part parce que son rôle social est différent.

L'opposition contre le programme gouvernemental d'une *Gewerbe Ordnung* générale embrassant à la fois fabriques et métiers s'accuse avec violence.

Le professeur Stahl, de Berlin, reconnaît la nécessité

(1) Union douanière qui prépara l'unité politique allemande. Cette Union commencée sur l'initiative de la Prusse en 1819 se poursuivit au cours du *ix^e* siècle par l'absorption du *Steuerverein* des États du centre (Hanovre, Brunswick, Oldenbourg). En 1871 l'unité allemande eut pour effet de placer la législation douanière dans la compétence des pouvoirs fédéraux et des lois d'empire. Le 1^{er} janvier 1872, l'Alsace-Lorraine fut englobée dans le Zollverein. Enfin le 1^{er} octobre 1888 les villes libres de Hambourg et de Brême y accédèrent.

d'une organisation défensive des artisans. Ce n'est pas un maintien des anciennes corporations qui peut suffire, il faut véritablement une restauration générale débarrassée des privilèges d'autrefois et orientée vers les nécessités actuelles.

Ces tendances se manifestent surtout dans la grande Diète de Berlin des 27-31 août 1860, en vue d'assurer et d'étendre les conquêtes des ordonnances de 1849.

En 1862 se fonde à Weimar la *Deutsche Handwerkerbund*, comprenant seulement les métiers du Nord de l'Allemagne. Dans ses réunions tenues à Francfort sur Mein le 28 septembre 1863 et à Cologne les 26-28 septembre 1864, elle adopte les résolutions tendant à une restauration complète des corporations obligatoires, et déclare « que ce fléau et cette peste de la liberté individuelle doit être combattu jusqu'à la mort » (1).

La haute autorité de l'Évêque de Mayence, Ketteler, soutient encore ces revendications. Dans son grand ouvrage, *La question ouvrière et le Christianisme*, paru en 1864 et qui eut un si profond retentissement, il s'élève, avec éloquence, contre les doctrines nouvelles au nom de la charité chrétienne.

Ce n'est pas seulement la misère de l'ouvrier des fabriques soumis à la loi d'airain qu'il dénonce en des termes d'une grandeur saisissante en montrant « la société violemment ramenée à l'état sauvage et le mar-

(1) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 61.

ché aux esclaves ouvert partout dans l'Europe moderne ».

« C'est aussi celle de l'artisan que garantissait autrefois l'organisation corporative et qui, aujourd'hui, jeté sans défense dans une concurrence sans merci, ne peut même plus gagner son pain.

« La loi lui reconnaît toutes les libertés ; elles ne sont précieuses qu'en théorie.

« Le vrai devoir de l'Etat serait de dégager ce qui dans les corporations obligatoires d'autrefois peut encore servir aux fins modernes.

« A une classe désagrégée, il faut rendre la cohésion, la stabilité indispensables. Privé de toute consolation, de toute espérance, de toute résignation, ce n'est que par la renaissance de l'idée corporative et de l'idée chrétienne que l'artisan pourra redevenir ce qu'il était.

« Les abus de la liberté, ajoute le prélat, sont bien pires pour notre société que ceux de la corporation d'autrefois (1). »

Malheureusement ces tendances religieuses sont extrêmement vagues et traduisent bien l'état de désarroi profond des *Handwerker*.

Les efforts faits en faveur des artisans n'aboutissent pas. En 1866, Bismarck passe du camp des conservateurs dans celui des libéraux qui secondent mieux sa politique (2).

(1) Ketteler, *Die Arbeiterfrage und das Christenthum*, p. 30 et suiv.

(2) Au point de vue du suffrage universel notamment.

Et comme il lui faut donner des gages à sa nouvelle majorité, il laisse voter la loi du 21 juin 1869 qui ramène à néant tous les résultats obtenus jusqu'alors par les artisans (1).

Toute exigence préalable de capacité est abolie (sauf pour quelques industries spéciales, artistiques ou scientifiques). Il n'y a plus de différence entre la ville et la campagne ; chacun a le droit d'entreprendre les métiers les plus divers sans qu'aucune corporation puisse lui en interdire l'accès.

Les anciens privilèges, comme d'alimenter le marché dans un certain rayon (2), comme aussi de contraindre les consommateurs à faire moudre leur grain dans des moulins déterminés (3) ou d'acheter leurs boissons à certains commerçants (4), sont supprimés.

Le marché devient entièrement libre et les prix ne restent fixés, suivant les localités, que pour les boulangers et les hôteliers.

Les *Innungen* pour un métier ou plusieurs métiers connexes peuvent être maintenues, mais personne ne peut plus être contraint d'en faire partie et chacun peut s'en retirer en abandonnant sa part dans le patrimoine corporatif. D'un autre côté, l'accès n'en peut être non plus interdit, sauf les cas de droit commun (5). On peut

(1) Articles 81 à 104 de la loi. *Königreichsgesetzblatt* du 22 juin 1869.

(2) *Bannrecht*.

(3) *Mahlzwang*.

(4) *Brauzwang*.

(5) Le législateur a maintenu les dispositions réglementai-

même faire partie de plusieurs corporations (§ 85). Les droits d'entrée à payer doivent être les mêmes pour tous, sans aucune distinction favorisant les fils des maîtres, et ne peuvent en aucun cas dépasser 15 marks.

Quand par exception une *Innung* exige de ses membres une preuve de capacité, celle-ci ne peut être requise que pour les travaux ordinaires et bien définis du métier. Et cette exigence doit disparaître à l'égard des artisans qui exercent, à titre indépendant depuis un an, ce métier dans la commune.

Les contrats et conventions immobilières de l'*Innung*, qui peut ester en justice représentée par son bureau, sont soumis à la ratification des autorités administratives communales. L'*Innung* peut en tout état de cause se dissoudre quand elle a payé ses dettes et peut partager son actif entre ses membres comme une simple association (1).

res, qui dans l'ancienne corporation étaient de nature à sauvegarder l'honneur professionnel et à favoriser l'assistance mutuelle. Il exclut les indignes du droit de vote (§ 86) et conserve à la veuve ou aux enfants d'un membre défunt s'ils continuent le métier les mêmes avantages et les mêmes obligations.

(1) Jäger, p. 70-72. L'actif est consacré en premier lieu au paiement des dettes et à l'accomplissement des obligations. De plus quand une partie de la fortune corporative était consacrée à des fondations, à des établissements d'instruction, etc., elle ne peut être soustraite à cette destination. Les membres de la corporation n'ont droit que sur la partie de l'avoir constitué par leurs cotisations. Le surplus passe à la commune qui doit l'affecter à des besoins industriels.

Enfin l'autorité communale reste compétente sur tous les différends relatifs à l'admission ou à l'exclusion des membres, à la nomination des bureaux, aux modifications statutaires. C'est la subordination complète.

Le maintien théorique des *Innungen* était certainement en lui-même quelque chose : mais en perdant leurs droits et leur caractère obligatoire, en étant ainsi forcées d'accepter n'importe quel individu, pourvu qu'il ait exercé pendant un an l'industrie pour laquelle elles sont instituées, elles perdent leur haute signification au point de vue de formation professionnelle pour devenir de simples réunions sans aucun caractère public. En fait la plupart disparaissent et celles qui demeurent soutenues par leur fortune ne se maintiennent guère que comme caisse de secours ou de fêtes.

Les rapports entre artisans et ouvriers deviennent un simple louage de services. Les mots *Handwerker* et *Meister* sont même évités. Aucune trace ne subsiste plus des rapports moraux d'autrefois.

Pourtant l'apprenti est encore soumis à la discipline paternelle du maître.

A la fin de l'apprentissage, qui comporte un contrat écrit, le patron délivre un certificat et l'*Innung*, s'il en existe, une *Lehrlingsprüfung*.

Quant aux diverses caisses de secours la participation des ouvriers y devient entièrement libre. Il peut en être fondé de nouvelles avec approbation de l'autorité, mais elles ne sont pas obligatoires (1).

(1) Jäger, *Die Handwerkerfrage*, p. 72-74.

Enfin l'interdiction des coalitions qui exista en Allemagne jusqu'en 1861 est supprimée. Les patrons et les ouvriers restent face à face sans que leurs rapports soient réglés. Il n'y a plus que deux forces déchainées et sans limites : ici le capital, là le travail.

Les *Handwerker*, comme le dit Jäger, sont complètement atomisés (*atomisirt*) (1).

Chacun reste libre et sans aucun lien vis-à-vis des autres.

Il ne reste plus, aux maîtres ruinés par la concurrence, qu'à désertir leur profession pour devenir ouvriers de fabrique. Et non seulement il y a des intérêts lésés, mais le sentiment public lui-même est offensé par les mœurs qu'a introduites la grande industrie. La fièvre de production, la spéculation éhontée, la hausse, puis la baisse extravagantes des valeurs, les accaparements, les fluctuations des prix, les chômages forcés des usines, enfin les souffrances trop réelles d'une part notable de la population et les progrès de l'instruction qui les font ressentir davantage, tous ces faits nouveaux, dans la vieille Allemagne, qui heurtent les traditions et le tempérament national, préparent sûrement une réaction (2).

(1) Jäger, *op. cit.*, p. 75.

(2) Morisseaux, *La législation du travail*, Bruxelles (1895).

CHAPITRE III

RETOUR AU RÉGIME CORPORATIF.

Un premier mouvement contre la nouvelle législation avait été tenté, dans les Congrès socialistes de Hanovre et de Halle en 1869 et 1872, sans d'ailleurs grand résultat. Après l'élaboration d'un nouveau programme arrêté à Dresde en 1872, une importante « Union des artisans et industriels indépendants » se constitue à Leipzig le 23 octobre 1873, comprenant 170 délégués de 42 villes de l'Allemagne. Elle prend l'initiative d'envoyer au Reichstag plusieurs pétitions tendant à l'organisation générale des *Prufungen* pour les apprentis et au développement d'écoles professionnelles, à l'institution de tribunaux arbitraux pour les compagnons, à la réorganisation des caisses corporatives et à la fondation de chambres de métiers.

Le Reichstag jugea que ces pétitions n'étaient pas dignes d'intérêt. Le député Birnbaum déclara même que la question des métiers ne saurait être élevée à la hauteur d'une question politique.

Entre temps, une autre union beaucoup plus importante se constitue à la fin de décembre 1872 à Dresde

sous le nom de Diète générale des artisans allemands (1) avec un programme analogue et elle tiendra tous les ans un Congrès dans diverses villes allemandes : Leipzig (1873), Cassel (1875), Cologne (1876), Darmstadt (1877), Magdebourg (1878), Brème (1879), Berlin (1880 et 1881). Ces diètes tendent à une réorganisation générale de la petite industrie basée sur la reconstitution des corporations obligatoires entre métiers semblables ou similaires ; à l'admission de la preuve de capacité ; enfin à la séparation des dispositions concernant la grande industrie de celles qui ont trait aux métiers.

Le parti des artisans et industriels allemands répudie d'ailleurs les principes socialistes.... Il ne veut pas non plus le retour aux procédés surannés d'une tutelle bureaucratique (2).

Il considère simplement qu'un régime spécial est nécessaire pour la petite industrie et il demande qu'on l'organise.

A partir du Congrès d'Eisenach (1872), la politique gouvernementale change encore d'orientation. Bismark, frappé des désastres financiers, qui ont suivi de si près les succès militaires de l'Allemagne, et des excès du capitalisme, se rapproche de nouveau du parti conservateur, grâce à l'appui duquel il peut effectuer la réforme du tarif douanier dans un sens protectionniste. Supérieur en force autant qu'en doctrine et en unité

(1) *Allgemeine deutsche Handwerkertag.*

(2) Morisseaux, p. 232.

aux autres fractions du Parlement, le *Deutsche Conservation Partei* reprend encore une fois la question des métiers.

Malgré tous ses efforts, la réaction contre le libéralisme fut bien longue à se produire.

Nous ne suivrons pas toutes les phases de ce mouvement si lent dans son évolution qui devait aboutir à la restauration des *Innungen*.

Le *Reichstag*, après être resté longtemps indifférent aux pétitions des artisans, finit par comprendre la nécessité d'une réglementation nouvelle.

A la rentrée d'automne 1880, Bismarck, sentant toute l'importance de la question, prend en mains le portefeuille du commerce. Ce fait est salué comme un heureux présage par les conservateurs qui rappellent à cette occasion les discours tenus par le chancelier en octobre 1849.

Après de longues discussions au *Reichstag*, la loi du 18 juillet 1881 (1) est enfin votée (2). C'est en somme, pour employer l'expression de V. Brants, une « restauration corporative » (3).

(1) *Reichsgesetzblatt*, juillet 1881.

(2) C'est sur l'initiative d'une importante fraction du parti du centre qu'une proposition invitant le chancelier à examiner bienveillamment la présente situation des *Innungen* fut déposée sur le bureau de *Reichstag* par les députés von Seydewitz, Ackermann, Helldorf-Bedra au début de mars 1880. Ces députés, chefs du centre parti catholique, s'appuyaient sur les mêmes arguments que l'évêque de Cologne Ketteler pour défendre les *Handwerker* représentant la classe moyenne.

(3) Brants, *Régime corporatif au XIX^e siècle dans les Etats germaniques*.

Le métier reprend dans la législation allemande une place à part, une autonomie et une juridiction propres. Le législateur arrive enfin à la notion d'un régime distinct et d'un système social particulier, parce qu'il comprend mieux les conditions spéciales de la petite industrie (1).

Cette restauration corporative n'a pour le législateur allemand qu'un intérêt de relèvement technique, de perfectionnement dans l'éducation professionnelle. En aucune façon, ni maintenant, ni plus tard, malgré les multiples vœux des Congrès, il ne s'aventura dans une réglementation économique tendant à fixer, pour les métiers, une preuve de capacité et un domaine d'action propre, tendant en un mot à leur assurer un terrain absolument à eux. Cette distinction est capitale et il importe de bien la comprendre, car elle aboutit à deux systèmes complètement différents.

Les modifications introduites par la loi du 18 juillet 1881 portent principalement sur le chapitre II du titre VI de la loi du 21 juin 1869. L'ancien article 97 exigeait que les corporations fussent formées d'artisans exerçant un même métier ou des métiers connexes.

Cette condition a été supprimée pour permettre aux corporations de se former dans les petites communes où chaque industrie compte un faible nombre de représentants. Partout où les artisans le jugent nécessaire

(1) V. Jacobi, *Die Innungen nach dem Reichsgesetz vom 18 juli 1881*.

pour leurs intérêts communs, ils peuvent instituer une corporation et celle-ci n'est plus nécessairement un corps de métier. On la laisse en un mot se créer comme elle veut, sans qu'aucune administration cherche à concilier les intérêts professionnels et les situations locales, ce qui peut être une lacune. Mais cela s'explique un peu. On ne veut pas faire du régime corporatif une discipline générale, on sait bien que la corporation ne prendra naissance que dans le cas d'intérêts professionnels nettement définis.

Ce sont, nous l'avons dit au début, les seuls que le système allemand veut consacrer sans se préoccuper de créer des cadres généraux et théoriques d'une portée universelle.

La corporation — c'est là la seule limite fixée — ne doit pas, en principe, s'étendre au delà du ressort de l'autorité administrative la plus élevée dans lequel elle est établie ; les exceptions à cette règle ne peuvent avoir lieu qu'avec la permission de l'autorité centrale (art. 98).

La tâche des corporations consiste :

1° à entretenir l'esprit de corps et fortifier le sentiment de l'honneur professionnel ;

2° à développer les bonnes relations entre maîtres et compagnons, pourvoir à l'hospitalisation (*Herberge*) et au placement de ceux-ci ;

3° à régler l'apprentissage et assurer l'éducation professionnelle et morale des apprentis ;

4° à s'entremettre aux lieu et place des autorités com-

munales dans les différends qui peuvent s'élever entre les maîtres et les apprentis (art. 97).

Il est certains points auxquels le législateur attache une particulière importance : sans cependant pouvoir les rendre obligatoires, il les recommande spécialement à l'initiative des nouvelles *Innungen*.

a) Pour développer la valeur technique, il leur appartient, notamment, d'instituer et d'administrer des écoles professionnelles pour les apprentis (*Fachschulen*), d'organiser des *Prüfungen* spéciales, tant pour les apprentis que pour les compagnons et les maîtres, et de délivrer des certificats spéciaux après ces *Prüfungen*.

b) La corporation peut encore réaliser toutes les institutions économiques communes qu'elle juge utiles aux intérêts de ses membres.

c) Elle peut aussi établir des tribunaux d'arbitres (*Schiedsgerichte*) pour juger les différentes contestations qui peuvent s'élever, et organiser des caisses de secours pour les membres, les compagnons et apprentis en cas de décès, maladie ou incapacité de travail (art. 97 a). Tout cela est facultatif.

La loi énumère ensuite minutieusement tout ce que doivent obligatoirement contenir les statuts qui règlent les relations des membres entre eux, ainsi qu'à l'égard de leur personnel. Relativement à l'apprentissage qui est toujours le point le plus important, les statuts doivent préciser dans quelles conditions les membres peu-

vent recevoir des apprentis, la durée de l'apprentissage, les règlements relatifs à la moralité, à la conduite, à l'hygiène, à l'observation des devoirs religieux par l'apprenti et à sa fréquentation obligatoire d'une école de perfectionnement (*Fortbildungsschule*) (1), les conditions de l'examen de sortie et de la délivrance des lettres d'apprentissage qui doivent être données — souvenirs du passé — en grande assemblée corporative (2).

Les statuts règlent ensuite les conditions d'admission et d'exclusion des membres, leurs cotisations et l'emploi de celles-ci, le comité d'exécution, la direction corporative (*Vorstand*), l'assemblée générale et toutes ses opérations : convocations, notes, délibérations, publications, modifications des statuts, emploi des biens dans le cas de dissolution de la corporation. Vérification et reddition des comptes annuels.

Les statuts règlent enfin les tribunaux arbitraux, mais seulement ceux qui sont destinés à juger les contestations entre maîtres et apprentis.

La décentralisation corporative n'est pas une règle absolue et la loi interdit de régler par statuts :

1° L'organisation du travail en commun dans les associations de production.

(1) Cette fréquentation devient obligatoire quand il s'agit de l'apprenti d'un maître corporatif et la corporation doit assurer l'exécution de cette obligation.

(2) L'abbé Hitze aurait même voulu rétablir complètement les anciennes solennités d'autrefois. « Pareille cérémonie serait aussi intéressante que les concerts, bals et réjouissances populaires. » Hitze, *Schutz dem Handwerk*, p. 53.

2° L'organisation de diverses caisses de secours.

3° L'établissement de tribunaux d'arbitres pour les compagnons.

Ces points, considérés comme plus importants pour l'ordre public, à raison de la responsabilité financière ou morale qu'ils entraînent, sont mis à part et doivent former l'objet de règlements spéciaux auxquels l'administration supérieure peut toujours refuser son homologation (art. 98 *a* et art. 98 *c*). Pour les matières obligatoires et proprement statutaires, au contraire, l'homologation ne peut jamais être refusée, sauf le cas de dispositions contraires à la loi et sous la réserve d'un recours à l'autorité centrale (art. 98 *b* et 98 *c*). La corporation a enfin la personnalité civile, elle peut acquérir, contracter, ester en justice, comme demandeur ou défendeur, mais ses obligations ne sont jamais exécutoires que sur les biens corporatifs (art. 99).

Les conditions nécessaires pour être membre d'une corporation sont de deux ordres : professionnelles ou civiles.

Comme conditions professionnelles, l'article 100 décide : « Ne peuvent faire partie de la corporation en qualité de membres que les personnes qui exercent à leur compte, dans le ressort, une des industries pour lesquelles la corporation a été créée (1). » Quant aux conditions civiles « être de naissance honorable et avoir de quoi » ; la loi

(1) Ou tout au moins comme contremaître, ou à un titre équivalent, dans une exploitation appartenant à une de ces industries.

allemande, jalouse de la dignité du corps de métier, prescrit néanmoins que « ne peuvent entrer dans une corporation ceux qui ne jouissent pas de leurs droits civiques ou qui, en vertu d'un jugement, sont privés de la libre disposition de leurs biens (1) ».

En dehors de ces conditions, l'admission comme maître peut dépendre d'un temps déterminé d'apprentissage et d'une *Meisterprüfung*, quand elle est organisée par les statuts, sauf les cas de dispense, notamment quand le maître a fait déjà partie ailleurs d'une corporation du même genre ou quand il s'agit de l'admission d'un membre d'honneur.

L'entrée ne peut, en aucun cas, être refusée aux artisans qui remplissent les conditions légales et statutaires. Le législateur s'est naturellement opposé à ce que l'exercice du métier devînt, pour la corporation, un monopole fermé, ou restreint comme autrefois aux fils de maîtres.

La sortie de la corporation est libre comme l'entrée. Certains statuts exigent néanmoins un préavis qui ne peut en aucun cas dépasser 6 mois. Les membres sortants restent tenus des obligations particulières qu'ils ont contractées envers les corporations, ainsi que des taxes et contributions exigibles au jour de leur démission. Ils perdent leurs droits dans les fonds communs et même dans les diverses caisses de secours corporatives. Cependant au cas de décès d'un membre, les sta-

(1) Morisseaux, *La législation du travail*, Bruxelles (1895).

tuts peuvent subroger dans ses droits sa veuve ou ses enfants.

Les compagnons, comme on le voit, ne sont pas à proprement parler membres de la corporation. Ils sont simplement *Angehörige* et ne peuvent prendre part à l'assemblée et à l'administration qu'autant que les statuts l'ont prévu. Mais ils sont appelés à participer au jugement des *Gesellenprüfungen*, quand la corporation en institue et le législateur, par un scrupule d'équité hautement louable, décide également que les compagnons participeront à l'établissement et à l'administration de toutes les institutions pour lesquelles ils paient des taxes, qui exigent leur concours ou sont destinés à les secourir. Les conditions civiles d'admission ou d'indignité qui font exclure les maîtres du droit de vote s'appliquent également aux compagnons (art. 100 *a*).

La capacité de la personne morale corporative est limitée très étroitement aux buts précis que déterminent la loi et les statuts, et son patrimoine ne peut être employé à d'autres fins. Les diverses cotisations et amendes auxquelles le législateur de 1869 avait refusé l'avantage de la perception par voie administrative redeviennent assimilées à de véritables impôts perçus en la forme des taxes communales. Un recours contre ces taxes et amendes est ouvert auprès de l'autorité qui juge en dernier ressort (art. 100 *b*).

La loi de 1881 accorde, sur le modèle des caisses de

secours communales organisées par la loi du 7 avril 1876 une personnalité civile propre aux caisses de secours corporatives.

Ces caisses sont presque toujours des caisses de maladie pour les apprentis et compagnons, rarement pour les maîtres eux-mêmes.

D'après l'article 100 *c*, la participation à la caisse corporative dispense les compagnons de participer à la caisse communale et inversement (1). Leur décision est laissée à ce point de vue complètement libre. Dans le cas d'affiliation à la caisse corporative, le maître a le droit de faire des retenues sur les salaires des compagnons ou des apprentis, et les secours qui leur sont distribués sont incessibles et insaisissables. L'obligation qu'on voulait imposer aux maîtres non membres de la corporation de participer aux caisses instituées par elle et que la commission du projet avait admise, fut repoussée par le Reichstag.

Quant aux tribunaux d'arbitres (*Schiedsgerichte*) qui sont destinés à juger les conflits entre les maîtres et les compagnons, ils sont, eux aussi, réglés par statut spécial. Ils se composent : d'un président choisi en dehors de la corporation sur désignation de l'autorité, de deux assesseurs au moins, choisis par leurs pairs, moitié

(1) Un certain nombre de communes ont, en effet, comme le leur permet la loi du 7 avril 1876, prescrit l'affiliation obligatoire des ouvriers résidant sur leur territoire à une caisse de secours mutuels, pour l'assistance en cas de maladie.

parmi les maîtres, moitié parmi les compagnons et qui ne peuvent sous peine d'amende se récuser en dehors du cas admis pour la récusation d'une tutelle.

L'appel contre les décisions du tribunal arbitral est, pour toute affaire, recevable pendant 10 jours, nonobstant la possibilité d'exécution provisoire du jugement par les autorités de police en des formes de droit commun et même par voie de contrainte, notamment à l'égard des apprentis.

Le tribunal arbitral, en vertu de l'importante innovation admise dans le nouvel article 100 *e*, peut également, sur décision de l'autorité administrative supérieure, juger toute contestation qui s'élève même entre les patrons *non affiliés* et leurs apprentis ; bien plus, la corporation peut aussi décider que les règlements d'apprentissage et les épreuves à faire subir aux apprentis pourront être rendus obligatoires pour tous les maîtres d'un métier de la corporation, que ceux-ci *en fassent partie ou non*.

Toutefois en ce dernier cas, le jury n'est composé que pour moitié des membres de la corporation et l'autorité locale désigne les autres jurés (art. 100 *e*). Cette mesure a été admise avec assez de difficulté par le Reichstag, mais il n'a pas voulu aller plus loin et a refusé d'adopter la proposition qui voulait interdire aux patrons non affiliés de recevoir des apprentis.

L'article 101 règle enfin les attributions de la direction corporative (*Innungsvorstand*) qui peut être com-

posée d'une ou plusieurs personnes élues par les membres et qui représente la corporation dans tout acte judiciaire ou extrajudiciaire, et même dans les cas où la loi exige une procuration spéciale. Ses pouvoirs lui sont directement conférés par un certificat dressé par l'autorité de surveillance qui doit être avisée de tout changement dans la composition du comité directeur.

Au-dessus de la corporation, organe de la représentation officielle des métiers qui la composent, le législateur de 1884 a admis la possibilité d'une délégation (*Innungsausschuss*) émanant de toutes les corporations placées sous le contrôle d'une même autorité administrative et qui peut être chargée de tout ce qui concerne les droits et les obligations des groupes dont elle émane (art. 102).

En fixant d'une manière précise les attributions des nouvelles corporations, la loi a voulu en faire des personnes morales à compétence limitée qui ne peuvent excéder leurs fonctions.

Dans tous les cas où il en serait autrement, où les corporations dépasseraient leur compétence par des délibérations interdites, des actes illégaux, ou même des menées contre l'autorité, leur suppression pourrait être prononcée.

L'article 103 a d'ailleurs déterminé les divers cas de suppression, soit que la corporation poursuive un but autre que celui qui est défini par la loi, soit qu'elle refuse d'apporter à ses statuts les modifications que demande l'autorité, soit qu'elle dépasse ses attributions.

Enfin il est un cas où la suppression de la corporation a lieu de plein droit : c'est le cas de faillite (art. 103). Dans tous les autres cas, c'est l'autorité qui prononce la suppression.

La liquidation est confiée en cas de dissolution volontaire à l'*Innungsvorstand*. En cas de dissolution par voie administrative, c'est l'autorité qui agit seule.

Les diverses autorités sous le contrôle desquelles les corporations peuvent se trouver placées sont : l'autorité communale, quand le ressort est limité à la commune, l'autorité administrative supérieure quand il embrasse plusieurs communes, enfin l'autorité désignée par le gouvernement, quand le ressort dépasse celui du district.

En dehors des *Innungsausschüsse* (délégations de corporations placées sous la même autorité administrative), la loi a prévu la constitution d'unions de corporations de métiers semblables non placées sous la surveillance d'une même autorité administrative. Ce sont des fédérations corporatives (*Innungsverbände*) en vue, dit l'article 104 a, « de remplir leur but en commun et de s'occuper de leurs intérêts industriels ».

Tels sont les nouveaux organismes créés par la loi de 1881. On ne peut nier que le législateur n'ait fait un sérieux effort d'essai de restauration des corporations. Mais l'organisation nouvelle qu'il veut créer est peu souple et peu pratique. A tout instant les corporations sont soumises au contrôle de l'autorité communale,

régionale ou centrale qui peut intervenir en tout et pour tout.

Toute cette organisation est comprise dans l'article I de la loi du 18 juillet 1881 (§ 97 *a*, § 104 *g*).

L'article II crée deux nouvelles pénalités : l'une, ajoutée à l'article 148 de la *Gewerbeordnung*, a trait à la rupture du contrat d'apprentissage et aux contraventions touchant les *Prüfungen* (§ 100, alinéa 2) ; l'autre punit d'une amende de 30 marks au plus celui qui, n'appartenant pas à une corporation, se présente cependant comme maître corporatif. On a voulu empêcher l'usurpation du *Meistertitel* pour sauvegarder l'honneur professionnel.

L'article 3 et dernier règle enfin les dispositions transitoires et oblige les corporations existantes en 1881 à modifier leurs statuts avant le 1^{er} janvier 1886 au plus tard, sous peine d'être mises en demeure par l'autorité centrale de le faire dans un délai déterminé, passé lequel cette autorité pourra prononcer leur dissolution et la liquidation de leurs biens.

Le parti Handwerker ne se montra guère satisfait de la loi du 18 juillet 1881, malgré les concessions réelles qu'elle faisait à la cause corporative. On lui reprochait, surtout, d'avoir laissé entièrement de côté la réglementation proprement économique pour se borner exclusivement à l'organisation de l'apprentissage.

Aussi dans la période qui va suivre, la question de la preuve de capacité va se poser de nouveau et déterminer une lutte et un mouvement d'idées extraordinairement intenses et dont on pourrait difficilement chez nous se faire une idée.

A ce courant d'opinions, après des attaques réitérées, le gouvernement, malgré un vote purement théorique du Reichstag, résistera toujours avec opiniâtreté.

L'Etat entend rester neutre en matière économique.

Tous les progrès qui se réaliseront encore n'auront simplement pour but que d'augmenter les pouvoirs des membres de la corporation par rapport aux non membres en plaçant les seconds plus étroitement sous la dépendance des premiers, soit au point de vue de l'apprentissage, soit au point de vue de la contribution forcée aux charges corporatives.

Même en 1897, lorsqu'on arrivera à admettre la corporation obligatoire (*Zwangsinnung*), elle sera conçue, non comme une affiliation directement imposée à tous par la loi, mais simplement comme un avantage donné aux maîtres corporatifs, qui auront la faculté de contraindre les autres à l'affiliation totale.

La loi de 1881 ne précise pas le point très important de savoir si l'organisation corporative est propre aux métiers, à la petite industrie, aussi bien qu'aux fabriques.

L'article 27 le suppose tacitement en exigeant pour la formation de la corporation nouvelle que tous les membres exercent la même industrie ou des industries connexes. Mais il ne donne aucun critérium permettant de distinguer si une industrie est *Landwerkmæssig* ou *Fabrikunæssig betriebe*n (1).

Mais ce ne sont là que des critiques de détail. C'est le fond du système et la loi elle-même qui est surtout critiquable. En définitive, les artisans ne sont plus que des agents chargés de régler l'apprentissage du ressort.

Le public seul bénéficie des progrès réalisés par la corporation en matière d'instruction technique.

Les artisans n'ont aucun moyen de défendre leur profession. La corporation est obligée de laisser entrer ou sortir tout artisan.

Comme le dit l'abbé Hitze (2) : « La loi est belle sur le papier, elle a seulement un grand défaut, elle ne lie personne dans la pratique. Elle renferme un ensemble d'obligations et de devoirs élevés. Elle ne garantit pas les moyens d'exécution. »

Aussi la formation corporative déterminée par la loi de 1881 a été extrêmement faible. Les statistiques nous le prouveront.

Au point de vue de la défense politique et sociale du

(1) Exercée par un artisan ou un fabricant.

(2) Hitze, *Schutz dem Handwerk*, p. 6.

Mittelstand, cette loi n'apporte rien de nouveau et d'utile.

Au contraire elle accroît l'anarchie en créant deux sortes de maîtres : ceux qui sont affiliés, ceux qui ne le sont pas.

L'abbé Hitze, dans une vive critique de la loi de 1881, constate qu'on a adopté pour les corporations un système équivoque. « On ne veut pas que la corporation soit obligatoire et cependant elle n'est pas vraiment libre. En effet ou bien la corporation est une organisation de classe et une organisation de travail, et alors elle doit être ou obligatoire ou dotée de privilèges spéciaux, de façon que tout artisan ait un intérêt direct à en faire partie ; ou bien c'est une association purement morale et privée, et alors il faut la laisser libre et lui permettre de régler comme elle l'entend l'entrée ou l'exclusion de ses membres. »

Or le but pour Hitze est très précis. « Ce n'est pas la petite industrie qu'il faut sauver, disait M. de Hertling dans son discours du 5 mai 1880, mais la classe moyenne des petits industriels. Il ne s'agit pas de sauver une forme industrielle dont on peut objecter la décadence en face des progrès de la grande industrie, mais de protéger une classe sociale (1). »

« Qui songerait, d'ailleurs, à mener campagne pour conserver les vieux métiers comme une commission de

(1) De Hertling, *Reden und Aufsätze*. Discours du 5 mai 1880. Fribourg, 1884, p. 150.

monuments conserve les vieilles maisons ? Ce programme absurde ne peut être celui de personne. Si l'on veut arrêter leur disparition, c'est qu'il y a une organisation sociale qui paraît succomber avec ces formes mêmes, c'est qu'on voit détruire ces classes moyennes libres, auxquelles on reconnaît des forces, des qualités (1). »

Cette idée de classe moyenne, de *Mittelstand*, est, l'idée maîtresse du parti conservateur allemand. « Sans doute les transformations industrielles se font et on ne doit pas les exclure, mais il ne faut pas leur sacrifier la liberté des masses... »

« La tombe de nos classes moyennes, dit Hitze, est la tombe de toute liberté personnelle et professionnelle. Si nous n'avons plus nos artisans et nos paysans, si toute l'humanité est menée par la cloche de la fabrique, alors nous pourrions porter le deuil de nos pays allemands (2). »

« On parle le cœur léger, aussi, s'écrie-t-il encore, de laisser faire la liberté industrielle et de sacrifier le métier à la grande industrie : on pense qu'une autre classe moyenne s'élèvera plus tard ; mais nous en avons déjà jusque par-dessus la tête des revendications des ouvriers de la grande industrie. Tâchons de conserver la classe moyenne que nous avons. » Il reprend ensuite une thèse socialiste chère aux *Handwerkerpartei*. Le

(1) V. Brants, *La petite industrie contemporaine*, p. 8, Louvain 1902.

(2) Brants, *Ibid.*, p. 11 ; Hitze, *Schutz dem Handwerk*.

métier organisé en corporation saura éviter les dangers du machinisme et de la division du travail et mettre la machine au service de la communauté, tandis qu'aux mains du capital elle est un instrument de tyrannie pour la société (1). »

Si l'on compare entre eux les chiffres des recensements du 5 juin 1882, on trouve que la grande industrie fait vivre 3.945.555 personnes et la petite industrie 5.775.504.

Le métier avait donc plus d'importance sociale que la grande industrie. Mais les progrès de cette dernière ont marché depuis 1861 d'un pas si rapide qu'ils menacent de tout envahir.

Contre ce danger, l'abbé Hitze ne voit qu'un remède : la réorganisation professionnelle des groupes corporatifs sur le même type social que par le passé, car ce type est pour lui la réalisation la plus parfaite du système qui peut assurer à l'artisan, avec sa vie de famille et les ressources d'un travail régulier, sa représentation politique et civile.

D'après lui le premier pas à faire dans la voie des réformes serait l'institution de l'*Innung* obligatoire.

Mais la politique gouvernementale n'est pas favorable à cette idée.

Il faut attendre jusqu'au 8 décembre 1884 le vote d'une loi réservant *aux seuls membres de la corpora-*

(1) Hitze, p. 20-21 cité par Morisseaux, *op. cit.*, p. 271.

tion, c'est-à-dire aux maîtres affiliés, le droit d'avoir des apprentis.

C'est, on le voit, un véritable privilège d'apprentissage pour les maîtres corporatifs ; mais l'autorité corporative ne peut interdire aux non membres la tenue des apprentis, qu'en agissant avec l'avis conforme de l'autorité administrative, ce qui en bien des cas paralyse l'application de la mesure.

Le gouvernement désirant se rendre compte des progrès effectués, fit faire une enquête sur la situation des *Innungen*. Il en résulta qu'au 1^{er} janvier 1886 il y avait dans tout l'empire 9.185 *Innungen* et ce nombre comprenait 4.995 *Innungen* qui n'étaient pas réorganisées, malgré l'obligation prescrite par l'article 3 de la loi de 1881 ; 1.299 avaient été après la loi de 1881 nouvellement constituées et 2.891 réorganisées sur ses bases, le reste étant en voie de l'être.

« C'est, dit Brants, en Saxe et dans les villes hanséatiques qu'on a constaté le plus de résultats. »

Le privilège d'apprentissage avait été accordé à 144, sur lesquelles il y en avait 137 rien que pour la Prusse. En Bavière il n'y a pour ainsi dire pas de corporations. Au 1^{er} janvier 1886, le chiffre de 144 est monté à 323. Lohmann (1) trouve ce résultat magnifique, car tout était à organiser. S'il s'en exprimait ainsi, c'est que sur ce dernier point il devait défendre l'administration du reproche d'excès de sévérité.

(1) Conseiller d'empire, membre du Bundesrath.

A plusieurs reprises, les députés conservateurs Ackermann et Kleist-Retzow avaient exprimé l'avis que ce chiffre de 144 prouvait la sévérité excessive de l'administration.

Interrogée à ce sujet, l'administration fit savoir que les 323 demandes accueillies en Prusse provenaient d'un total de 644 dont 72 étaient en instance et 249 avaient été rejetées sans protestation (1) !

En ce qui concerne les fédérations corporatives (*Innungsverbände*), on en trouve au 1^{er} janvier 1886 quinze pour tout l'empire qui comprennent plus de 80.000 artisans et groupent un nombre considérable de corporations. Ainsi la Fédération des cordonniers en compte plus de 200.

Cet organisme nouveau, dont les corporations puissantes des grandes villes pouvaient à la rigueur se passer, était certainement appelé à rendre surtout aux petites corporations des localités peu étendues et peu actives de grands services en leur permettant de fonder des écoles, d'unir leurs ressources en vue de la lutte contre la grande industrie, de faciliter aussi l'assurance-maladie par des conditions meilleures résultant de la répartition des risques sur un plus grand nombre d'affiliés.

Le grand tort de la loi de 1881 était d'avoir omis de doter ces fédérations de la personnalité civile, sans laquelle il leur était impossible d'ester en justice et de réaliser leur mission.

(1) Brants, *Le régime corporatif*, p. 94-95.

A la suite d'un rapport présenté par M. Bödiker (1), le Reichstag, dans la loi du 23 avril 1886, reconnaît définitivement aux *Innungsverbände* la personnalité civile, la faculté d'acquérir des droits, de contracter des obligations et d'ester en justice. Il règle également les mesures d'intérêt général dont elles pourront prendre l'initiative (écoles professionnelles, institutions communes de travail, caisses de secours, etc...). Il règle enfin les cas de dissolution et l'emploi des biens dans des formes analogues à celles que prévoit pour la dissolution des corporations la loi de 1881. Ici comme partout, l'autorité est encore au premier plan et surveille étroitement la fédération.

L'octroi de la personnalité ne peut même avoir lieu que par un arrêté du Conseil fédéral, justifié par l'étendue du ressort de l'*Innungsverband*.

Au début de l'année 1887, le député conservateur Ackermann dépose à nouveau la proposition qu'il avait déjà faite en 1884 tendant à faire contribuer les non membres aux dépenses corporatives. Dans la loi de 1881 on sollicite l'affiliation des maîtres par le privilège d'apprentissage. Ackermann veut plus encore, il entend « frapper les abstentionnistes d'une pénalité ou si l'on veut d'un impôt » (2).

Et cet impôt paraît fondé sur des considérations équitables. En bien des cas en effet, les artisans restés en

(1) *Dis Gewerbe und Versicherungsgesetzgebung des deutschen Reichs*.

(2) Morisseaux, *op. cit.*, p. 286.

dehors de l'*Innung* retirent un profit direct de ces institutions. En employant, par exemple, des compagnons formés dans les écoles corporatives, en profitant des améliorations entraînées par l'éducation professionnelle qu'elles donnent, ils recueillent une partie des avantages de la corporation sans avoir participé à ses charges. Cela n'est pas juste et c'est cette situation qu'il faut faire cesser.

La proposition Ackermann est prise en considération et la loi du 6 juillet 1887, admet le principe de la contribution forcée aux charges corporatives (art. 100 *f*). Il peut être décidé par l'autorité administrative supérieure, sur la demande d'une corporation et pour l'étendue de son ressort, que les maîtres qui n'appartiennent pas à la corporation et qui exercent un métier pour lequel elle existe seront tenus avec leurs compagnons de la même manière et dans la même proportion que les membres de la corporation et leurs compagnons de contribuer aux frais :

1° De la création ou du maintien des écoles techniques corporatives et autres institutions similaires.

2° Des tribunaux d'arbitres.

Les non affiliés ne sont pas de plein droit déclarés contribuables, il faut pour cela une décision de l'autorité administrative.

La loi prévoit aussi certains cas d'exemption :

1° Pour les patrons dont l'établissement est compris parmi les fabriques et leurs ouvriers (1).

2° Pour les membres d'une autre corporation y payant déjà des cotisations obligatoires.

3° Pour les industriels n'employant ni ouvriers, ni apprentis.

4° L'autorité exempte également ceux qui, à raison des circonstances locales, ne peuvent profiter des institutions corporatives.

Enfin l'article II de la loi, afin d'assurer la portée du privilège d'apprentissage, punit d'une amende de 150 marks et d'un emprisonnement de quatre semaines au plus, quiconque sciemment occupe un apprenti contrairement aux dispositions légales ou contrevient à une disposition prise.

Telle est cette loi du 6 juillet 1887 (2).

Avec elle nous atteignons le sommet le plus élevé où se parachève l'évolution de la corporation impérative.

Le législateur veut restaurer les corporations, mais n'osant leur donner un caractère obligatoire, il cherche à solliciter l'affiliation par l'intérêt puissant du privilège d'apprentissage comme dans la loi de 1884 et par la contribution forcée aux charges (loi de 1887).

Les choses resteront en cet état jusqu'en 1897. A ce

(1) La préoccupation de séparer la grande industrie du régime corporatif commence à se manifester.

(2) *Annuaire de la législation étrangère*, 1887.

moment on se rendra compte que la corporation obligatoire n'est plus qu'une simple terminologie et on n'hésitera plus à l'admettre.

Les résultats pratiques. Progrès du développement corporatif.

Nous venons de passer en revue les étapes successives de la législation corporative jusqu'en 1887, en essayant de dégager les caractères essentiels. Il nous reste à montrer maintenant ses résultats pratiques et dans quelle mesure les artisans ont fait usage des institutions qu'elle leur proposait. On a pu voir, par les chiffres cités plus haut, combien le développement des *Innungen* était resté faible. En 1878, pour la Prusse seule, on n'en comptait encore que 6.018, chiffre brut. Depuis, certaines ont disparu, d'autres se sont fondées, d'autres enfin ont été réorganisées. La nouvelle statistique commencée en 1882 et qui permet de constater les progrès annuels de la formation, mentionne simplement les *Innungen* nouvelles ou réorganisées dont les statuts sont d'accord avec la loi de 1881, car ce sont les seules qui ont une existence légale. On peut voir par les chiffres suivants que la réorganisation a été, en général, assez lente, mais que, cependant, la formation nouvelle n'est pas sans importance. Voici les résultats pour la Prusse (1).

(1) Thilo Hampke, *Die Innungsentwicklung in Preussen* (Schmollers Jahrbücher, 1894, p. 206).

Innungen.

ANNÉES	Nouvelles	Réorganisées	Total	ACCROISSEMENT ANNUEL		
				des Nouvelles	des réorganisées	du Total
1882	56	30	86			
1883	251	316	567	195	286	481
1884	422	867	1289	171	551	722
1885	813	2373	3186	391	1506	1897
1886	1305	4271	5576	492	1898	2390
1887	1555	5144	6699	250	873	1123
1888	1757	5667	7424	202	523	725
1890	1898	5925	7823	141	258	399
1892	1928	5997	7925	30	72	102

C'est l'année 1886 qui marque, comme on peut le voir, l'accroissement total le plus considérable, tant des nouvelles que des réorganisées. Ce sont les provinces de Silésie et de Brandebourg qui ont, à ce point de vue, le développement le plus important. La Westphalie et la province Rhénane arrivent encore avec les résultats les plus faibles. Voici quelques chiffres pour les plus intéressantes provinces prussiennes (1).

Chiffre total des Innungen existant :

Provinces	au 1 ^{er} décembre		
	1885	1888	1892
Prusse orientale.	128	736	754
Brandebourg	424	1201	1266
Berlin (ville)	58	69	70
Hanovre	195	425	480
Westphalie.	83	186	199
Province du Rhin . . .	139	274	243
Silésie	690	1466	1561
Schleswig-Holstein . .	192	316	356

(1) Hampke, *loc. cit.*, p. 206.

Par rapport au chiffre total des *Innungen* de l'Empire, la Prusse représente, à elle seule, plus des deux tiers, soit en 1892, 7.925 *Innungen* avec 221.337 membres, contre 10.325 *Innungen* pour tout l'Empire avec 316.507 membres (statistique de 1888) (1).

*
* *

Quelle est maintenant l'importance sociale du groupement par rapport à la population totale des *Handwerker* ? En d'autres termes, sur 100 artisans de la petite industrie, combien en trouve-t-on qui soient membres des *Innungen* ?

Nous avons, sur ce point, des statistiques assez récentes et bien significatives, citées par Voigt dans la Revue de Schmoller (2). Il observe d'abord que la Prusse, qui, en 1890, comptait 7.823 *Innungen* avec 226.049 membres, compte en 1896 7.940 *Innungen* avec 224.956 membres seulement. Le nombre des groupes a augmenté, mais celui des membres a diminué, ce qui est assez fréquent aussi pour les autres États, surtout dans la période récente.

(1) V. Stieda, *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, IV, p. 590 (Après la Prusse, c'est la Saxe qui a le plus haut chiffre, 1.264 *Innungen* avec 55.574 membres. Le Mecklembourg, 272, avec 5.338 membres ; la Bavière n'a que 156 *Innungen* avec 11.144 membres ; Hambourg, 28 *Innungen* avec 4.258 membres). V. ce tableau général dans Hampke, *loc. cit.*, p. 227.

(2) Paul Voigt, *Die deutschen Innungen*, Schmollers Jahrbücher, 1898, p. 713.

Pris comme tels, les chiffres de l'année 1896 pour la Prusse font ressortir, en face d'une population totale de 734.456 *Handwerker*, 224.956 membres d'*Innungen*, soit 30,7 0/0.

La proportion est encore plus faible pour le reste de l'Empire. D'après une statistique de 1893, le nombre des *Handwerker* dans l'Empire, moins la Prusse, est de 588.871, parmi lesquels on compte seulement 106.408 membres d'*Innungen*, soit une proportion de 18,1 0/0 seulement.

En réunissant ces deux chiffres on arrive au résultat d'ensemble suivant :

ÉTATS	Nombre des Handwerker	Nombre des membres des Innungen	Proportion
Prusse (1896).....	734.456	224.956	30,7
Empire moins la Prusse (1893).....	588.817	106.408	18,1
Total.....	1.323.373	331.364	25,0

C'est donc exactement le quart de la population totale des *Handwerker* qui, dans la moyenne générale de l'Empire, appartient aux *Innungen*. C'est certainement un résultat assez important, mais qui est trop faible encore pour entraîner dans la petite industrie un changement très profond de traditions et de régime. Rudolf Græzer (1) fait, il est vrai, quelques critiques aux chif-

(1) Rudolf Græzer, *Zur Statistik der Innungsmeister unter den deutschen Handwerkern* (Schmollers Jahrbücher, 1898, p. 680).

fres cités par Voigt et estime, s'appuyant sur Stieda (1), que les membres des *Innungen* sont peut-être encore plus nombreux.

Néanmoins, les comparaisons entre les statistiques générales n'entraînent pas des différences très considérables.

Plus intéressantes sont les comparaisons entre provinces, au point de vue des maxima qui dépassent quelquefois 50 0/0 et des minima qui sont parfois extrêmement faibles. Nous les citons d'après Voigt (2).

<i>Prusse — Provinces</i>		<i>Empire — Provinces</i>	
Königsberg	51,6	Bavière	6,9
Berlin	43,5	(Nuremberg)	34,1
Posen	61,0	Wurtemberg	1,7
Breslau	50,3	Meckl-Schwerin	50,2
Erfurt	19,3	Grand-Duché de Saxe . .	17,3
Munster	19,0	Lippe-Detmold	5,1
Cassel	8,5	Lubeck	43,1
Dusseldorf	7,7	Brème	33,5
Köln	10,9	Hambourg	35,9
Aachen	4,6	Alsace-Lorraine	1,0
Trèves	3,2		(3)

D'une manière générale, l'affiliation à l'est est à peu près aussi intense à la ville que dans le plat pays. A l'ouest et au sud, au contraire, l'*Innung* apparaît surtout comme un produit des grandes villes et la proportion des affiliés à l'*Innung*, par rapport au nombre total des artisans, est de beaucoup plus intense dans les centres urbains que dans le reste du cercle.

(1) Stieda, V. *Innung in Handwörterbuch der Staatswissenschaften*.

(2) Voigt, *ibid.* V. les chiffres un peu différents surtout pour Köln, cités par Græzer, p. 686.

(3) D'après Pabst : *Stat. Jahrbücher*, 6 Jahrg., p. 245, cité par Græzer, *ibid.*

*
* *

L'*Innung* ayant pour but essentiel la formation de l'apprenti et les progrès de l'éducation professionnelle, il est tout d'abord nécessaire de savoir dans quelle mesure elle peut s'intéresser à ce but.

Pour les *Innungen* prussiennes, les seules pour lesquelles existent des renseignements bien précis, les seuls chiffres suivants donnent la proportion du nombre des maîtres par rapport à celui des apprentis :

Années	Apprentis	Maîtres
—	—	—
1890.	139.552	226.049
1892.	136.201	221.339
1896.	138.272	224.956

La moyenne des résultats, pour 1896, donne environ 61,5 0/0 apprentis pour 100 maîtres membres d'*Innungen* (1). Le nombre des maîtres se trouve donc supérieur de 40 0/0 et comme certains maîtres ont plusieurs apprentis, le résultat est *qu'une bonne moitié des Innungsmeister n'est point directement intéressée à la réglementation de l'apprentissage*. Cela, remarque Voigt, a son bon et son mauvais côté. Il est fâcheux sans doute, que le plus grand nombre des *Innungsmeister* se montrent indifférents à l'égard d'une loi qui a la formation

(1) Osnabrück (92,6 0/0), Merseburg et Bromberg (82 0/0), Hanovre (83,8 0/0), Hildesheim (80,9 0/0), Lunebourg, 61,5 0/0 (comme la moyenne générale), Stettin (59,4 0/0), Berlin (49,6 0/0), Düsseldorf (44,6 0/0), Köln (39,9 0/0), Coblenz (34,50/0), Wiesbaden (32,9 0/0 seulement) (statistique de 1896). Voigt, *ibid.*, tableau II, p. 701.

de l'apprenti pour but principal. Mais cette indifférence semble garantir aussi, dans une certaine mesure, qu'ils ne s'opposeront point aux réformes (1). Ces résultats nous amènent à nous demander dans quelle mesure les *Innungen* ont fait usage des privilèges de la corporation impérative conférés par la loi de 1884 (art. 100 *e*) et celle de 1887 (art. 100 *f*). Pour l'article 100 *e* d'abord (droit exclusif pour les membres des *Innungen* d'avoir des apprentis).

Voigt (2) nous dit à ce sujet que l'administration prussienne se montre, d'année en année, plus accueillante et rejette de moins en moins les demandes du privilège d'apprentissage. Cela est vrai, du moins dans l'ensemble, car il y a de très grandes différences locales. En 1892 par exemple, tandis que Marienwerder donne satisfaction à 96 0/0 des demandes, Berlin à 81,4, Minden à 93,7, Cologne n'en admet que 56 0/0, Stettin, 33,7 0/0, Dantzig, 32 0/0 et Aurich seulement 25 0/0 (2). Ces grandes divergences proviennent, moins peut-être de la situation dans laquelle se trouvent les *Innungen* pour l'acquisition du privilège que de l'état d'esprit de l'administration plus ou moins favorable aux institutions corporatives.

L'administration montre d'ailleurs beaucoup plus de

(1) Voigt, *Die deutschen Innungen*. Schmollers Jahrbücher, 1898, p. 713.

(2) Voigt, *Ibid.*, p. 720.

(3) Hampke, *loc. cit.*, p. 215.

réserve en ce qui concerne le droit de l'article 100 / (contribution forcée des non-membres aux charges). En 1890, sur l'ensemble des corporations prussiennes, 115 avaient réclamé ce droit et 54 seulement l'avaient obtenu ; depuis cette époque, malgré les révocations qui se sont produites, le chiffre s'est un peu relevé. En 1896, 90 corporations seulement dans toute la Prusse sont en possession de ce privilège, sur 177 qui l'ont demandé, et sur ces 90 corporations, Potsdam, à lui seul, en compte 34 (1).

Dans le reste de l'Empire (statistique de 1893), sur 84 demandes, on ne trouve que 55 obtentions ; sous ce rapport donc les résultats de la loi sont à peu près nuls.

*
* *

Arrivons maintenant aux institutions corporatives proprement dites. En ce qui concerne d'abord les assemblées de compagnons (*Gesellensauschüsse*), bien qu'il n'y ait pas sur ce point de statistiques précises, tous les renseignements concordent pour montrer que ces assemblées ont été instituées dans la très grande majorité des corporations et qu'elles fonctionnent d'une manière régulière (2).

A un questionnaire sur la situation des compagnons,

(1) Voigt, *Die deutschen Innungen*, p. 700-701.

(2) Hampke, p. 218 et le tableau qu'il en dresse pour quelques cercles politiques, p. 225, col. 4.

la presque totalité des corporations a répondu qu'elle était plus satisfaisante que par le passé. De même, les institutions de placement et les *Herberge* semblent s'être développées.

Pour les tribunaux d'arbitres (*Innungsschiedsgerichte*), la statistique générale ne contient non plus aucun renseignement. Une statistique spéciale, parue en 1895, mentionne en Prusse 474 tribunaux d'arbitres seulement, dont 165 pour Marienwerder, 54 en Schleswig, 48 pour Magdebourg, 20 à Potsdam, 46 à Oppeln, 35 à Francfort-sur-Oder, 24 à Breslau. En Saxe 73, 30 à Brunswick, 15 en Bavière, 7 dans la vieille Reuss, 5 en Anhalt, 4 en Saxe-Weimar, 3 en Hesse, 1 en Saxe-Altenburg et Lippe et dans les autres Etats, aucun. « Cette institution, dit Voigt, paraît condamnée à n'être qu'une institution sur le papier (1). »

Pour les caisses de secours corporatives, elles ont une plus grande signification et les progrès en sont assez sensibles. On compte en effet :

				Membres
				—
En 1885 dans la tot. de l'empire	224	caisses d' <i>Innungen</i>	avec	24.879
1890	—	—	—	62.898
1895	—	—	—	102.857

*
* *

En ce qui concerne les unions de corporations différentes soumises à la même autorité administrative

(1) Voigt, *ibid.*, p. 702.

(*Innungsausschüsse*), la statistique prussienne constate également de sensibles progrès.

Au 1 ^{er} décembre 1887 il y avait en Prusse		63 <i>Innungsausschüsse</i> .
— 1890	—	133 —
— 1892	—	156 —
— 1894	—	210 —

Mais il y a de très grandes différences suivant les régions dans le nombre des corporations groupées. C'est la ville de Berlin qui paraît posséder l'*Innungsausschuss* le plus important. Elle réunissait en 1894 44 corporations avec 12.867 membres et en 1896, 46 corporations avec 12.405 membres.

La vie des *Innungsausschüsse*, dans la grande majorité des cas, reste cependant assez peu active, surtout quand il existe des *Gewerbevereine*. Les artisans des divers métiers, bien que se trouvant dans le même cercle politique, n'ont pas souvent à agir ensemble et les questions qui peuvent intéresser à la fois toutes les diverses branches industrielles de l'union se présentent assez rarement.

Beaucoup plus vivantes au contraire se montrent les *Innungsverbände* qui réunissent les corporations de la même industrie appartenant à différents cercles politiques.

Ces fédérations, forme élevée, presque nationale, de la représentation du métier (*Fachvertretung*) sont partout extrêmement précieuses pour leurs membres parce qu'elles tiennent entre leurs mains les grands intérêts

TABLEAU
des Innungsverbænde ayant leur siège à Berlin.

PROFESSIONS	AUTORISATION DE LA CHANCELLERIE	NOMBRE DES PARTICIPANTS		DATE de l'obtention de la personnalité civile
		Corporations	Membres	
1. Tailleurs	9 Janvier 1884	276	12,082	
2. Cordonniers.	10 Mars 1884	302	20,115	
3. Selliers, Ceinturiers.	9 Avril 1884	59	1,439	
4. Forgerons,	17 Mai 1884	141	5,144	26 Mai 1887
5. Vitriers.	16 Juin 1884	64	1,494	15 Décembre 1887
6. Fumistes	18 Juin 1884	55	1,773	31 Mars 1887
7. Barbiers, Friseurs, Perruquiers.	1 Juillet 1884	312	9,255	26 Mai 1887
8. Menuisiers	18 Juillet 1884	124	6,138	30 Juin 1887
9. Boulangers	15 Avril 1885	886	27,865	22 Mai 1890
10. Tulliers et Couvreurs	6 Juin 1885	14	244	
11. Fourneurs,	8 Juin 1885	14	219	
12. Charrons	23 Juin 1885	61	2,327	26 Mars 1888
13. Relieurs.	25 Juillet 1885	35	1,288	22 Mai 1890
14. Maçons	17 Septembre 1885	244	5,226	
15. Tonneurs.	21 Janvier 1886	24	967	5 Juin 1888
16. Vanniers	23 Mai 1886	24	711	5 Juin 1888
17. Serruriers.	9 Mars 1887	92	3,132	
18. Carreleurs.	28 Novembre 1889	20	289	
TOTAL.		2,758	93,708	

et l'avenir de la profession. Aussi ont-elles réussi en Prusse d'une manière très satisfaisante. En 1892, il y a déjà 27 grandes fédérations constituées dont 18 ayant leur siège à Berlin. On en comptait également 2 dans le Schleswig-Holstein et une dans chacun des cercles politiques suivants : Marienwerder, Potsdam, Oppeln, Magdebourg, Stade, Dusseldorf, Köln. On peut voir par le tableau qui suit quelle grande importance présentent celles de Berlin par rapport surtout au nombre parfois considérable des corporations participantes. Beaucoup de ces fédérations ont déjà demandé et obtenu la personnalité civile dans les formes et sur les bases de la loi du 23 avril 1836, et ont constitué à Berlin, depuis 1884, une direction supérieure et un bureau général commun à toutes sous le nom de : « *Centralausschuss der Vereinigten Innungsverbände* ».

Dans 4 de ces *Verbände* (1° forgerons, 2° fumistes, 3° barbiers, friseurs et perruquiers, 4° vanniers) des caisses spéciales de funérailles ont été constituées, dont les statuts ont été ensemble approuvés par la chancellerie, dans le courant de l'année 1890.

*
* *

Nous venons de donner un sommaire aperçu des institutions corporatives telles qu'elles apparaissent vers 1890, alors que les réformes ont pu déjà produire un certain résultat pratique. « Cette étude statistique montre assez clairement, dit Hampke, qu'en restant sur le

terrain de la liberté industrielle, on est néanmoins déjà arrivé à affilier aux corporations et aux organismes dérivés d'elles un nombre de *Handwerker* d'une notable importance, et que l'*Innung* a pu également, à une foule de points de vue, faire preuve d'initiative et d'utilité réelle. » Et il conclut en disant que « l'affiliation forcée ne paraît point nécessaire » (1). Le Reichstag, néanmoins, reste sur une position bien dangereuse qui lui rend extrêmement difficile la résistance. Après les importantes réformes qu'il a consacrées, la brèche est largement ouverte à d'autres revendications. Aussi, dans la nouvelle période qui va s'ouvrir, nous allons le voir peu à peu glisser sur la pente des concessions dernières et accepter, jusqu'au bout, tout le programme du *Handwerkerpartei*.

C'est maintenant ce que nous devons préciser.

(1) Hampke, *loc. cit.*, p. 228.

CHAPITRE IV

LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DES CORPORATIONS,

LOI DU 26 JUILLET 1897.

Ce mouvement progressif, ces conquêtes successives de la corporation libre n'ont pas désarmé le parti Handwerker. Malgré toutes les modifications qu'elle a subies, l'*Innung* est une organisation de l'apprentissage elle n'est pas une organisation économique. C'est comme un minimum qu'on l'accepte. On s'y attache surtout dans les vieux pays corporatifs, Berlin, le Schleswig, autant par tradition que dans l'espoir des progrès futurs, quelquefois aussi parce qu'elle peut servir à exprimer une sorte de dignité supérieure de l'artisan. « Dans les statistiques professionnelles de certaines villes, dit Brants, on distingue ainsi la corporation des artisans ayant subi une épreuve (*Geprüfte*), la corporation des artisans sans épreuve, les artisans non membres d'une corporation et cela dans un même métier. Il est curieux ainsi de parcourir le livre d'adresses d'une grande ville : Berlin ou Leipzig par exemple (1) ».

(1) Brants, *Régime corporatif au XIX^e siècle*. Louvain, édition Peters, 1894.

Les *Innungsmeister* constituent donc une sorte d'aristocratie du métier, dont ils sont très fiers et qui est aussi extrêmement considérée par la population.

Nous n'avons pas, à ce point de vue, une statistique générale de l'empire en ce qui concerne l'organisation des *Prünfugen*.

Nous trouvons dans un rapport de Hampke quelques chiffres pour l'année 1893.

Les 70 *Innungen* de Berlin réunissent, à la fin de 1893, 17.979 artisans incorporés. Ensemble elles ont employé un capital de 18.584 marks pour les écoles professionnelles visitées par 4.955 apprentis et 428 compagnons. Elles comptent également 101 caisses diverses pour maîtres et 11 caisses de compagnons ; quant aux *Herberge*, elles sont assez nombreuses, mais leur chiffre total manque.

Certaines corporations présentent des capitaux assez importants, comme celle des tisseurs, par exemple, avec 13.000 marks, et elle paraît chaque année en progrès. Enfin ce qui nous intéresse surtout c'est que les *Prüfungen* sont très sérieusement organisées tant pour les maîtres que pour les compagnons. Des examens de capacité pratiques, parfois même théoriques existent, dans presque toutes les corporations sans parler de celles, très nombreuses qui ont déclaré obligatoires les *Lehrlingsprüfungen*, il en existe beaucoup qui paraissent tenir beaucoup à la distinction des maîtres *Geprüfte*,

par apposition à ceux qui n'ont pas subi l'examen de capacité (1).

Mais ces *Meisterprüfungen* restent malheureusement de pures distinctions honorifiques sans aucune sanction légale ; si elles disposent quelquefois assez favorablement l'esprit public pour la personne de celui qui les obtient, elles n'ont aucune influence sur l'exercice proprement dit du métier.

Le but du *Handwerkerpartei* serait de les voir partout où elles existent transformées en preuve de capacité avec tous les effets exclusifs et restrictifs de la *Befähigungsnachweis* (2) et il semble même que si on les organise, c'est en attendant d'arracher à la longue aux pouvoirs publics cette dernière concession.

La lutte est partout intense. « Pour les uns la preuve de capacité apparaît comme un summum, pour les autres ce n'est qu'un premier pas vers la corporation obligatoire (3). »

Les journaux corporatifs (*Fachzeitung*) aussi bien d'ailleurs que ceux du grand public, comme la *Berliner Tagblatt* et la *Kölnische Zeitung*, notent cet état d'esprit. A Flensburg, c'est un peintre qui se voit poursuivi pour avoir pris un apprenti sans faire partie de l'*Innung* dotée du privilège (4). Dans le Schleswig-Hols-

(1) Enquête sur la corporation du bâtiment de Leipzig faite par Brants.

(2) Preuve de capacité.

(3) Brants, *Régime corporatif au XIX^e siècle*, p. 97.

(4) Loi du 8 décembre 1884, art. 100 e

tein, les Congrès sont innombrables et les enquêtes se multiplient. On réclame aussi les faveurs de l'Etat pour la participation de la petite industrie aux entreprises de travaux publics et l'intervention gouvernementale pour la création d'écoles professionnelles. Mais ce que les métiers demandent le plus énergiquement, c'est que toutes les branches d'industrie *handwerk-mässige* soient soumises à la preuve de capacité.

Le Reichstag, malgré l'attitude très nette du gouvernement en matière corporative, est fort hésitant sur la question de capacité.

Il fallait cependant sortir de cette situation équivoque que souligne encore le Congrès de Dortmund (13-17 août).

Le 25 janvier 1888, sur de nouvelles interpellations demandant enfin une solution, le Reichstag accepte la discussion d'une proposition du député Ackermann demandant « de rendre la preuve de capacité obligatoire pour tous, non pas en créant une législation spéciale, mais en donnant aux *Prüfungen* organisés déjà par les *Innungen* une valeur légale pour un certain nombre de métiers. Ce système évitera des mesures nouvelles, il sera la vraie consécration des mérites effectifs et réellement obtenus. Ackermann propose de laisser aux *Innungen* la plus large compétence sur l'organisation des *Prüfungen*, il demande seulement que le candidat à l'épreuve (*Prüfling*) soit âgé de 24 ans au moins et ait fait déjà trois ans d'apprentissage et trois ans de compagnonnage ».

On commence le 1^{er} mars 1888 à voter cette proposition article par article.

Malheureusement la mort du vieil empereur Guillaume I^{er} vient interrompre ce travail et précipite la clôture de la session.

Ce n'est que le 18 janvier 1890 que le Reichstag se décide à discuter à nouveau la question corporative. Et le 20 janvier la proposition Ackermann est votée par 130 voix contre 92.

Pour transformer cette décision en loi définitive, il fallait l'adhésion du *Bundesrath*.

Mais cette haute assemblée se rallie à l'opinion du gouvernement et repousse le projet de loi.

Le gouvernement, qui ne veut pas accepter la preuve de capacité, se déclare prêt néanmoins à préparer un projet de révision complète de la loi de 1881, et notamment à reprendre toute la législation des *Innungen* pour les mettre à même de répondre aux besoins présents ; à améliorer la situation de l'apprentissage et surtout à essayer de créer un organisme nouveau, les chambres de métiers (*Handwerkskammer*).

Un an se passe encore à attendre le projet promis par le gouvernement. Le 6 décembre 1892, répondant à une interpellation de Hiltze, M. de Bötticher déclare que ce projet exige une étude préalable très sérieuse.

Le Bundesrath et les chambres de commerce s'étaient montrés très favorables à la création des chambres de métiers, dont la délimitation des attributions devra être

fixée par les ministres du commerce et de l'intérieur. Sur ces bases, le ministre du commerce est, dès à présent, en train de préparer un projet qu'il fera connaître sous peu.

C'est le 18 juillet 1893 que M. de Berlepsch, ministre du commerce, présente enfin les premiers résultats de son travail.

Les *Innungen* actuellement existantes perdront complètement les attributions légales qui s'étendent au delà de leurs membres. Tout l'ancien système des corporations impératives est supprimé. A la place des *Innungen* anciennes devront être créés de nouveaux groupes professionnels (*Fachgenossenschaften*), constitués par les artisans de même métier ou de métiers similaires auxquels tous seront obligatoirement tenus de s'affilier. Au-dessus de ces groupes, des chambres de métiers seront constituées non seulement en qualité d'organes représentatifs des artisans, mais encore avec des devoirs positifs destinés à assurer l'organisation de l'apprentissage.

Ce projet de Berlepsch soulève de vives critiques. L'*Innung* qui a déjà fait ses preuves, doit être rendue obligatoire et non les *Fachgenossenschaften*. Il ne faut pas chercher à constituer de nouvelles unions d'artisans qui supprimeraient les traditions déjà existantes.

Les chambres de commerce réunies à Eisenach (1893) et la diète des artisans de Berlin (10 avril 1894) refusent de sacrifier la corporation à de nouveaux groupements professionnels.

A la suite de ces critiques, le gouvernement promet de revoir son projet.

Il envoie une commission en Autriche, où fonctionne depuis 40 ans la corporation obligatoire, afin d'en étudier la législation.

A son retour, cette commission fit un rapport dans lequel elle concluait à l'affiliation obligatoire des artisans, au maintien des actuelles *Innungen* et à l'institution de chambres de métiers.

M. de Berlepsch ne voulut pas admettre ces conclusions et le 5 décembre 1895 il se présenta devant le Reichstag avec un projet provisoire sur les *Handwerkskammer* considérées comme organes de représentation.

Ce projet souleva les protestations du Reichstag qui depuis de longues années réclamait un projet définitif et total sur l'organisation des métiers.

Le gouvernement cède lui-même au mécontentement général et M. de Berfeld remplace M. de Berlepsch au portefeuille du commerce.

Le nouveau ministre se mit aussitôt à l'ouvrage.

Il élaborait un projet d'organisation qui, après bien des remaniements, devait être la grande loi économique allemande du 27 juillet 1897.

Dans le projet qu'il présente, tous les programmes sont venus se heurter et il a essayé tant bien que mal de les fondre dans un système d'arrangement transactionnel dont le résultat est de faire des *Innungen* des orga-

nismes susceptibles d'exister comme corporations libres ou de se constituer en corporations obligatoires.

Il nous faut maintenant faire l'analyse de détail de la loi et montrer la constitution et le fonctionnement des nouveaux organismes qu'elle règle : les corporations libres, base de tout le système, les conditions en vertu desquelles elles peuvent se constituer en corporations obligatoires, les commissions de corporation, les chambres de métiers (organes nouveaux créés par la loi) et leur compétence, les fédérations corporatives et enfin les nouvelles dispositions réglant la situation des apprentis, des artisans et le titre de maître.

§ 1. — Les corporations libres (1).

C'est presque sans aucun changement que l'*Innung* libre est maintenue dans sa forme antérieure. La loi reproduit par endroits souvent mot pour mot les termes de la loi de 1881.

Les plus importantes innovations sont la constitution, désormais obligatoire pour chacune, d'un comité de compagnons assez étendus de réglementation, de surveillance, et de police du travail que la corporation doit maintenant exercer sur les exploitations de ses membres. Mais tout ce qui concerne la constitution, l'orga-

(1) Le texte complet de la loi du 26 juillet 1897 se trouve dans l'*Annuaire de législation étrangère*, année 1897, p. 168. Traduction de M. Bellom.

nisation, le ressort, la compétence de l'*Innung*, présente, à quelques termes près, les mêmes ressemblances.

Comme autrefois, ceux qui exercent une profession pour leur propre compte peuvent, en vue de la sauvegarde des intérêts communs de cette profession, faire partie d'une corporation dont les buts généraux sont toujours d'entretenir l'esprit de corps et de développer l'honneur professionnel, d'assurer les rapports entre maîtres et compagnons, ainsi que de veiller aux conditions matérielles d'existence de ceux-ci, ainsi qu'à leur placement, de régler les détails de l'apprentissage et assurer l'éducation technique professionnelle et morale des apprentis ; enfin, de statuer ainsi que par le passé sur les différends qui peuvent s'élever entre les maîtres et leurs apprentis et notamment — c'est une précision que la loi fait (art. 81 *a*) — sur les contestations prévues par l'article 9 de la loi sur les tribunaux industriels (loi du 29 juillet 1890) (1) et par l'article 59 de la loi sur l'assurance-maladie (loi du 10 avril 1892) (2) qui n'étaient pas réglées en 1881.

(1) Ce sont les contestations relatives à la conclusion, la prorogation ou la rupture du contrat de travail, la remise ou le contenu du livret ouvrier ou du certificat, les prestations de service et demandes d'indemnités résultant du contrat de travail, ainsi que les peines conventionnelles stipulées à l'occasion de ce contrat, le calcul et l'emploi des cotisations d'assurance-maladie, enfin les droits que les ouvriers qui ont entrepris en commun un travail pour le même patron peuvent faire valoir les uns contre les autres.

(2) Ce sont les contestations relatives au calcul, aux imputations et au paiement des indemnités d'assurance-maladie.

Comme autrefois aussi, la loi, en dehors de ces buts généraux et de ce programme d'ensemble, accorde encore à la corporation le droit de prendre toutes les mesures facultatives susceptibles de favoriser l'intérêt de ses membres : mesures dans l'intérêt de l'instruction professionnelle, technique et morale des maîtres, compagnons et apprentis ; mesures concernant l'institution de tribunaux arbitraux destinés à juger les contestations entre maîtres et compagnons, enfin dans le but de la défense économique de la petite industrie, exploitation en commun et sociétés coopératives diverses en vue de développer l'industrie exercée (art. 81 *b*).

Le ressort doit encore, en règle générale, concorder avec celui de la plus haute autorité dans lequel la corporation a son siège. Chaque corporation doit également porter un nom qui lui soit propre et distinct de celui des autres corporations (art. 82).

Ce sont les statuts que la corporation se donne elle-même qui règlent, comme toujours, l'administration générale et les relations juridiques des membres.

La loi énumère minutieusement les matières qu'ils doivent contenir et qui sont à peu près les mêmes qu'autrefois : nom, siège, ressort et branches d'industries incorporées, institutions permanentes pour l'accomplissement des devoirs corporatifs, en particulier pour la réglementation de l'apprentissage, admission, sortie et exclusion des membres ; leurs droits et devoirs, cotisations, emploi des fonds, établissement et vérification

des comptes annuels ; organisation de la direction (*Vorstand*), ses pouvoirs et son fonctionnement ; assemblées de corporations, délibérations, votes, légalisations des décisions, publications des communications dans les feuilles publiques ; enfin conditions et formes à observer pour modifier les statuts et pour dissoudre la corporation.

Nous remarquons la constitution et le fonctionnement de la commission des compagnons (*Gehilfenversammlung*), que tout statut doit dorénavant et obligatoirement organiser, et la surveillance de l'observation des dispositions formulées pour l'occupation des compagnons, apprentis et ouvriers, c'est-à-dire des mesures de protection ouvrière et de réglementation du travail que la corporation est appelée à formuler par règlements spéciaux, faits pour tous les artisans qui en sont membres (art. 83).

La loi donne donc aux compagnons un rôle moins effacé qu'autrefois. Elle a requis leur concours pour une foule d'objets dont nous verrons maints exemples.

L'homologation des statuts doit être refusée par décision motivée et toujours susceptible d'appel s'ils ne répondent pas aux exigences légales, si la délimitation du ressort corporatif n'a pas été approuvée ou s'il existe déjà une corporation dans le ressort pour les mêmes industries (art. 84).

Toutes les décisions relatives à l'institution de cais-

ses, de tribunaux arbitraux ou d'institutions coopératives communes doivent faire l'objet de statuts annexes que l'autorité administrative homologue séparément, l'autorité communale et l'autorité de surveillance entendues. Pour ces institutions annexes, la comptabilité et la gestion, suivant les principes habituels, doivent être distinctes de celles de l'avoir corporatif et leurs fonds ne peuvent être affectés à un autre emploi (art. 85).

Enfin la loi maintient aux corporations la personnalité civile. Elles peuvent acquérir des droits, contracter des obligations, ester en justice, soit en demandant, soit en défendant. Mais les obligations contractées par elles n'engagent que les biens corporatifs (art. 86).

En ce qui concerne les conditions requises pour être membre d'une corporation, la loi de 1897 ne mentionne pas, ainsi que le faisait celle de 1881, les conditions d'ordre civil comme la jouissance des droits civiques et la libre disposition des biens.

Mais ces conditions de droit commun sont naturellement sous-entendues, car la corporation gardienne de l'honneur professionnel peut refuser les indignes, ainsi d'ailleurs que les incapables civils.

Pour ce qui est des conditions professionnelles, le récipiendaire doit exercer à son compte une des industries représentées dans la corporation ou tout au moins y être occupé comme contremaître ou à un titre analogue, ou bien encore avoir exercé l'industrie à un de

ces titres et s'en être retiré sans en embrasser de nouvelles.

Indépendamment de ces conditions de personne, l'admission peut encore être subordonnée à une épreuve technique destinée à prouver l'aptitude au métier et dans ce cas le programme de cette épreuve doit être défini et réglé par les statuts et ne doit jamais porter que sur les travaux habituels de l'industrie considérée.

L'admission peut également dépendre d'un temps d'apprentissage ou de compagnonnage. Des dispenses cependant peuvent être accordées dans des cas prévus par les statuts. Elles doivent toujours être accordées à ceux qui, à la suite d'épreuves, ont été déjà admis par des corporations du même genre. Comme autrefois le législateur, afin d'éviter l'esprit d'exclusion et de monopole, défend de refuser l'admission de tout industriel qui remplit les conditions légales ou statutaires. En sens inverse, aucune personne, quelle qu'elle soit, qui désire entrer dans la corporation ne peut être dispensée de ces conditions (art. 87 *a*).

Pour éviter tout excès de pouvoir à l'égard des membres, l'article 88 dispose qu'ils ne peuvent être assujettis à aucune obligation de faire ou de ne pas faire qui n'aurait aucun rapport avec les devoirs corporatifs, notamment : des cotisations ne peuvent être perçues sur eux dans d'autres buts et l'avoir des corporations ne peut être employé qu'à ses fins normales ou pour les installations fixées par elles (écoles professionnelles,

institutions de placement) et pour lesquelles elles ont également le droit de prélever des taxes (art. 88).

Les dépenses d'institution et de fonctionnement de la corporation et de la commission de compagnons sont supportées par les membres, dans la mesure où elles ne sont pas couvertes par les revenus de l'avoir ou par d'autres recettes.

Les cotisations ainsi que les amendes disciplinaires peuvent être recouvrées en la forme des taxes communales et par voie d'exécution forcée, sauf contestations réglées par l'autorité de surveillance et définitivement en dernier ressort par l'autorité administrative supérieure (art. 89). Une comptabilité minutieuse de toutes dépenses et recettes, ainsi que le placement des fonds suivant certains modes et la garde des valeurs, sont prescrits par la loi (art. 89 *a*). Pour toute acquisition, aliénation, charge réelle ou emprunt excédant les prévisions financières, la corporation, personnalité limitée, doit recourir à l'approbation de l'autorité de surveillance (art. 89 *b*).

Les caisses-maladie facultatives des corporations sont réglées par la loi d'assurance-maladie. L'administration de la caisse peut être, si les statuts le décident, confiée exclusivement aux compagnons. Dans d'autres cas, le président et la moitié des membres du Comité directeur et de l'assemblée générale peuvent être nommés par la corporation, si ses membres payent de leurs propres deniers la moitié, au moins, des cotisations de la caisse (art. 90).

Les tribunaux arbitraux qui, conformément à l'article 81 *b* sont appelés à régler les différends entre les membres de la corporation et les compagnons doivent se composer : d'un président, qui ne peut appartenir à la corporation, de deux assesseurs au moins, pris ainsi d'ailleurs que leurs suppléants moitié parmi les membres, moitié parmi les compagnons et élus par chaque assemblée respective.

Des statuts annexes fixent leur allocation. Au cas de refus d'acceptation, l'autorité nomme d'office les assesseurs parmi les membres de la corporation et les compagnons.

La loi prescrit la plus grande célérité possible dans l'examen des différends et la première audience doit avoir lieu huit jours au plus après l'introduction de la demande. Dans le cas contraire, l'affaire peut être retirée au tribunal arbitral corporatif et portée devant les tribunaux industriels, là où il en existe, ou, à défaut, devant les tribunaux ordinaires qui peuvent être saisis par requête directe (art. 90).

Les formes de procédure ainsi que l'appel et l'exécution sont réglées par la loi. L'appel est ouvert pendant le délai de rigueur d'un mois. Jusqu'à une valeur de 100 marks, la décision peut être déclarée immédiatement exécutoire (art. 91 *a* et *b*).

Les affaires de la corporation sont gérées par un comité directeur élu et par l'assemblée de corporation qui l'élit elle-même au scrutin secret pour un temps

déterminé ; celle-ci se compose, suivant les dispositions statutaires, soit de tous les membres de la corporation, soit de représentants élus par ceux-ci (art. 92).

Le comité directeur prend soin de l'administration courante, représente en justice ou extra-judiciairement la corporation, même pour les actes exigeant procuration spéciale. Pour établir ses pouvoirs, il suffit d'un certificat exempt, comme les statuts, de frais et de timbre constatant les noms de ses membres, délivré par l'autorité à laquelle il doit faire connaître les changements survenus, afin de les rendre opposables aux tiers. Les membres du comité directeur ont pour leur gestion une responsabilité analogue à celle des tuteurs envers leurs pupilles (art. 92 *a* et *b*).

Enfin c'est le comité directeur qui prononce les peines disciplinaires et les amendes (20 marks au plus) contre les membres coupables d'infraction aux statuts, lesquels ont un recours devant l'autorité de surveillance. Les amendes sont versées à la caisse corporative (art. 92 *c*).

L'assemblée corporative a compétence à l'égard de toutes affaires dont le règlement n'incombe pas au comité directeur d'après les prescriptions légales ou statutaires. La loi lui réserve compétence exclusive :

1° En tout ordre de questions financières : établissement du budget, vérification du compte annuel, dépenses extraordinaires, recours à des emprunts, poursuite contre les membres du comité directeur à l'occasion

de leurs fonctions. Elle décide sommairement aussi en matière d'acquisition ou d'aliénation de propriété foncière, de constitution de charges réelles, d'aliénation d'objets ayant une valeur scientifique, historique ou artistique.

2° Pour toute prescription relative à l'apprentissage et pour l'élection des membres des commissions d'examen et des tribunaux arbitraux dans la mesure où ils sont pris parmi les patrons.

3° Enfin elle a le droit de décision en matière de modification de statuts, de statuts annexes et aussi en matière de dissolution de la corporation (art. 93).

Pour l'électorat et le vote à l'assemblée corporative, la loi exige formellement la capacité civile et la libre disposition des biens.

Pour l'éligibilité, sont seuls éligibles ceux qui sont capables de remplir les fonctions d'échevins. Il peut être décidé, en outre, que ceux qui sont à plusieurs reprises restés en retard pour le paiement des cotisations ne sont ni électeurs ni éligibles et sont exclus pour un temps de la participation aux affaires. Un recours est, sous certaines conditions, ouvert contre les élections devant l'autorité de surveillance qui statue en dernier ressort. Les fonctions aux comités directeurs, aux commissions d'examen et aux comités de compagnons peuvent être récusées dans certains cas énumérés par la loi. Bien qu'honorifiques en principe, il peut leur être alloué, sur disposition statutaire, une indemnité pour remboursement de frais et perte de temps (art. 24 a).

Nous devons maintenant nous arrêter à une nouvelle et importante fonction que le législateur confère à l'*Innung*.

C'est elle qui a trait à la surveillance et à la police du travail dans l'exploitation de ses membres. Cette surveillance est exercée par l'intermédiaire de mandataires spéciaux, mais elle n'est pas obligatoire pour l'*Innung*. La loi dit simplement que les corporations ont le droit de veiller, par l'intermédiaire de mandataires, à l'observation des prescriptions légales et statutaires dans les exploitations qui appartiennent à la corporation et de prendre connaissance des locaux affectés à l'exploitation et de ceux destinés à recevoir les apprentis.

Ce service d'inspection, bien que facultatif, a été organisé d'une manière assez générale et ses résultats, très heureux, se sont un peu partout fait sentir. Les noms et domiciles des mandataires doivent être déclarés à l'autorité de surveillance et les assujettis doivent leur permettre l'entrée dans les locaux, même pendant le travail et leur donner tous les renseignements nécessaires.

Ils peuvent y être contraints par l'autorité de police locale. Les mandataires doivent en outre, quand ils en sont requis, communiquer au service de l'inspection du travail les résultats de leur surveillance. L'assujetti, peut, s'il craint un dommage pour ses intérêts industriels, récuser la personne du mandataire et demander, à ses frais, un autre expert au comité directeur ; à dé-

faut d'entente, l'autorité de surveillance tranche le conflit (art. 94 c).

La loi règle ensuite dans le détail, la constitution et les pouvoirs de la commission de compagnons, maintenant toujours obligatoirement constituée. La commission de compagnons élue, dans certaines formes, par les compagnons eux-mêmes (art. 95 a) est appelée à participer à la réglementation de l'apprentissage aux *Gesellenprüfungen* et à toutes institutions pour lesquelles les compagnons paient des cotisations.

Un membre au moins de la commission des compagnons doit être admis dans le comité directeur et tous les membres de la commission des compagnons dans l'assemblée corporative, avec la plénitude du droit de vote.

On peut voir par là que les compagnons sont traités vraiment en égaux par les maîtres. Enfin si un des membres de la commission des compagnons cesse d'être occupé dans une entreprise de l'*Innung*, il conserve néanmoins pendant trois mois sa qualité de membre de la commission (art. 95, 95 a, b, c).

Les *Innungen* sont comme autrefois sous la surveillance assez étroite de l'autorité administrative qui contrôle l'exécution des statuts et peut appliquer des pénalités en cas d'infraction. Elle statue sur les différends concernant l'admission ou l'exclusion d'un membre, l'élection aux emplois corporatifs, les droits et devoirs des titulaires de ces emplois.

Elle peut se faire représenter aux diverses *Prüfun-*

gen ainsi qu'aux assemblées générales pour la modification des statuts. Elle convoque et dirige enfin l'assemblée de corporation, si le directeur de la corporation néglige de le faire (art. 96).

Les cas de dissolution de la corporation et leurs conséquences sont à peu près les mêmes que par le passé. La fermeture peut être prononcée par l'autorité administrative supérieure s'il est établi que l'homologation aurait dû être refusée, si les statuts ne sont pas modifiés comme il a été prescrit, si la corporation néglige ses devoirs ou se rend coupable d'actes ou d'abstentions contraires à la loi, si le nombre des membres a diminué au point d'empêcher la corporation de remplir ses fonctions, enfin, de plein droit, au cas de faillite.

Au cas où la direction ne peut liquider elle-même, c'est l'autorité de surveillance qui se charge de la liquidation. L'emploi des fonds est réglé par la loi. L'avoir doit être d'abord employé à acquitter les dettes existantes et autres obligations corporatives. Le surplus peut être, sur décision de la corporation, réparti entre les membres, à condition toutefois qu'il provienne de leurs cotisations ; aucun ne peut recevoir plus que le montant des sommes qu'il a versées et il reste encore tenu des paiements auxquels il serait obligé au cas d'abandon individuel de la corporation.

Les diverses caisses de secours ayant un budget séparé conservent leurs anciens fonds. Le reste de l'avoir, après répartition, est remis sauf dispositions

contraires, à la commune du siège corporatif en vue de l'affectation à des buts industriels. Les contestations à ce sujet sont réglées par l'autorité administrative supérieure (art. 98 et 98 a).

Telle est l'organisation de l'*Innung* libre dont les grandes lignes rappellent celles de la loi de 1881. Sauf la part plus grande laissée dans l'administration générale à la commission de compagnons et la surveillance nouvelle sur les exploitations des membres au point de vue de la police du travail, les dispositions restent presque identiques et le fonctionnement à peu près le même que par le passé. Voyons maintenant les nouveaux organismes, les *Innungen* obligatoires que la loi institue à côté des *Innungen* libres.

§ 2. — Les corporations obligatoires.

L'idée qui domine le système est de concevoir toujours la corporation obligatoire comme le résultat de l'option de l'*Innung* libre ou de la majorité qui pourrait la constituer.

Rompant avec l'ancien système de la corporation impérative dont les pouvoirs sur les non-membres étaient pourtant déjà considérables, le législateur a franchi le dernier obstacle et a donné au groupe constitué, non point seulement le droit d'imposer des ordres et de faire contribuer à ses charges les récalcitrants, mais le pouvoir encore plus énergique de les absorber

d'une manière intégrale (1). Aussi dans ce système désormais radical et absolu, les anciennes demi-mesures d'autrefois disparaissent complètement. La loi ne reconnaît plus le privilège d'apprentissage. Elle supprime ce type mixte de la corporation impérative pour ne plus laisser en présence que l'*Innung* libre et la *Zwangsin-nug*.

L'article 100 dispose que « pour la défense des intérêts communs de métiers identiques et similaires de la petite industrie, l'autorité administrative supérieure peut, sur la demande des intéressés, prescrire que dans un ressort déterminé tous les industriels qui exercent un même métier ou des métiers similaires doivent appartenir en qualité de membres à une corporation nouvelle à instituer » (corporation obligatoire). La demande peut émaner, soit d'une corporation existant déjà pour le métier considéré, soit d'artisans qui désirent s'affilier à une nouvelle corporation.

Pour qu'elle soit recevable, il faut :

1° Que la majorité des artisans intéressés à l'affiliation obligatoire y consente.

2° Que le ressort soit délimité de telle façon qu'aucun membre ne soit empêché par l'éloignement de son domicile, par rapport au siège, de prendre part à la vie et aux institutions corporatives.

3° Enfin que le nombre des artisans existant dans le

(1) Pour employer l'intraduisible expression allemande « le droit de majoriser la minorité ». — V. Grüenberg.

ressort suffise pour la création d'une corporation capable de fonctionner.

Pour s'assurer du consentement de la majorité, l'autorité administrative supérieure doit inviter les industriels intéressés à se prononcer pour ou contre l'affiliation obligatoire. La majorité qui décide est seulement celle des personnes qui ont effectivement pris part au vote.

La demande enfin peut être repoussée, si ses auteurs ne constituent qu'une faible partie des intéressés, ou si la même demande a été repoussée au cours des trois dernières années par les intéressés (art. 100 et 100 a). En prescrivant l'affiliation obligatoire, l'administration précise en même temps la date de son entrée en vigueur, le nom et le siège de la future *Zwangsinning*.

Dès l'instant où une corporation obligatoire est prescrite, les corporations libres des mêmes branches industrielles, qui ont leur siège dans son ressort, doivent être supprimées. Mais si, outre ces branches industrielles, elles en comprennent d'autres encore, elles subsistent pour ces dernières seulement et sont simplement abandonnées par ceux qui doivent devenir membres de la nouvelle corporation obligatoire (art. 100 b).

Ces transformations donnent naturellement lieu à des changements importants dans les patrimoines. Au cas de suppression totale de la corporation libre, son avoir passe intégralement avec ses droits et obligations à la corporation obligatoire qui lui succède, mais qui

n'est tenue de solder le passif que jusqu'à concurrence de l'actif qui lui échoit. Au cas où la corporation perd seulement une partie de ses membres, une partie correspondante de l'avoir est remis à la corporation obligatoire, en tenant compte du nombre de membres sortants et de celui des membres restants. L'autorité administrative du siège, et en appel, l'autorité centrale d'Etat, statue sur ce point.

Les caisses de secours suivent, en principe, la même évolution totale ou partielle, sauf différence dans le nouveau ressort d'assurance ou dans la nature des industries assurées, différences que la loi règle en détail, fermant, en certains cas, définitivement les caisses anciennes, transférant dans d'autres l'avoir total ou partiel aux caisses correspondantes de la *Zwangsinnung*.

Quant aux exploitations coopératives communes elles peuvent aussi être maintenues par la corporation obligatoire si leur conservation est désirable dans l'intérêt public et avec l'approbation de l'autorité. Au cas contraire, elles doivent être dissoutes et leur avoir employé conformément aux prescriptions statutaires. Elles peuvent également, dans certains cas, et sous un délai de six mois, être transformées en associations indépendantes (1).

Telles sont les principales conséquences de la transformation de l'*Innung* libre en *Zwangsinnung*.

(1) Associations coopératives d'industrie et d'économie réglées par la loi du 1^{er} mai 1889.

Pour ce qui est de l'organisation intérieure de la corporation obligatoire, elle est absolument semblable au point de vue des statuts et des organismes constitués à celle de la corporation libre et les prescriptions des articles 81 à 99 s'appliquent intégralement (art. 100 c).

Cependant, à cause des difficultés qui peuvent se présenter dans la rédaction des statuts, l'autorité administrative supérieure doit, quelquefois, en rédiger le texte, par exemple lorsque l'homologation a été refusée par deux fois, et faire les modifications prescrites lorsque la corporation a négligé de les faire elle-même. Cette intervention de l'administration paraît justifiée par le haut intérêt que présente, pour les artisans actuels ou à venir, la corporation obligatoire. Il ne faut pas que par l'impéritie de ses membres actuels, l'institution puisse être supprimée pour cause d'irrégularité statutaire (art. 100 d). Les statuts doivent dans tous les cas être portés à la connaissance des intéressés (art 100 e).

Les membres qui appartiennent de plein droit à la corporation sont tous ceux qui exercent pour leur propre compte et à titre permanent une des industries pour laquelle la corporation a été instituée, s'ils en exercent plusieurs, on considère celle qu'ils exercent principalement sont exceptés :

1° Ceux dont l'entreprise est gérée sous forme de fabrique (*fabrikmæssig*). Ni la loi, ni aucune disposition ultérieure n'en définit, d'ailleurs, les caractères distinctifs.

2^c En principe, ceux qui appartiennent à l'industrie domestique (pour laquelle il n'existe non plus aucune définition) et ceux qui sont occupés contre rémunération dans des exploitations agricoles ou industrielles, et occupent normalement des compagnons ou des apprentis ; mais les statuts peuvent définir, sous réserve de l'homologation de l'autorité supérieure, dans quelle mesure ces diverses personnes doivent appartenir à la corporation.

Avant l'homologation, les personnes intéressées doivent être mises en mesure de formuler leur avis. Il y a donc ici une faculté pour la *Zwangsinnung* de s'étendre à des personnes qui ne sont pas de plein droit ses membres, si elle considère que l'intérêt de l'industrie à laquelle elle est chargée de veiller, l'exige. Cela peut avoir de bons résultats, par exemple pour le travail en chambre qui peut être ainsi un peu plus surveillé. En fait, un assez grand nombre de corporations ont usé de cette faculté.

En dehors des personnes que la *Zwangsinnung* absorbe de plein droit, il en est qui peuvent facultativement s'affilier à elle comme elles le feraient à une simple corporation libre. Ce sont :

1^o Les diverses personnes qui peuvent faire partie d'une corporation libre.

2^o Les artisans employés contre rémunération dans les exploitations agricoles ou industrielles qui n'ont normalement ni compagnons ni apprentis.

3° Enfin avec le consentement de l'assemblée corporative, même ceux qui gèrent leur exploitation sous la forme de fabrique.

Ces membres facultatifs peuvent sortir de la corporation à la fin de chaque exercice, sous condition d'un préavis de six mois au plus et toutes contestations relatives à l'affiliation obligatoire, ou libre, sont réglées par l'autorité de surveillance.

On voit quelle extrême variété de membres la corporation obligatoire peut contenir.

Notons, en outre, qu'elle peut encore, sur nouvelle demande des intéressés, s'étendre à un ressort plus considérable ou à des branches d'industries nouvelles et similaires à celles qui y étaient déjà comprises. Il suffit pour cela des mêmes conditions que celles qui ont présidé à sa formation.

Elle peut de même, et sous de semblables conditions, se diviser avec l'approbation de la majorité de ses membres et de l'assemblée corporative et en suivant les règles prescrites pour la dévolution de l'avoir (article 100 n).

Au point de vue financier, les dépenses résultant de l'institution de la corporation obligatoire doivent être, sur la demande des intéressés, avancées par l'autorité centrale de l'Etat.

Le budget doit être établi tous les ans et soumis à l'autorité de surveillance, de même que les dépenses extraordinaires. Pour faire face aux dépenses résul-

tant du fonctionnement de la corporation et de la commission des compagnons, le taux de cotisation est fixé, dans les statuts, suivant les capacités financières de chaque exploitation et prélevé le plus souvent comme impôt industriel supplémentaire.

Les membres qui n'occupent pas de compagnons ni d'apprentis payent en général des cotisations plus réduites, de même les personnes qui s'affilient volontairement payent des cotisations fixées d'après des bases spéciales.

Les personnes qui exercent en outre des industries autres que celles pour lesquelles la corporation est formée ne sont taxées que pour la ou les industries appartenant à la corporation (art. 100 s).

La corporation étant obligatoire, il n'est pas prélevé de droit d'entrée ; même la corporation ne peut prélever de taxes pour l'usage des installations créées par elles qu'avec l'homologation de l'autorité de surveillance. Les exploitations coopératives communes restent toujours en dehors du budget corporatif, et aucune cotisation ne peut être directement prélevée dans ce but. Par contre, la corporation a le droit de provoquer des mesures en vue de l'intérêt commun de ses membres et même de subventionner les diverses fondations corporatives sur ses réserves quand elle le juge à propos (art. 100 n).

Enfin la corporation ne peut imposer à ses membres aucune réglementation ni dans les prix des produits ou

des services ni dans l'admission des clients. Ceci pour éviter les abus anciens et les monopoles.

La loi consacre aussi des dispositions spéciales au but principal de la corporation obligatoire qui est la réglementation de l'apprentissage. Les compagnons qui ont accompli une certaine période d'instruction peuvent également collaborer à ces fonctions (art. 100 *r*).

La cessation et la dissolution de la corporation obligatoire peut avoir lieu sous les conditions suivantes :

1° Une demande d'un quart au moins des affiliés obligatoires.

2° Une convocation quatre semaines à l'avance à l'assemblée de corporation pour le vote.

3° Un vote réunissant l'adhésion des trois quarts des affiliés obligatoires. Si moins des trois quarts des affiliés obligatoires sont présents, une seconde assemblée a lieu où les décisions sont prises à la majorité des trois quarts des membres présents.

A la suite de la décision de suppression, la corporation doit être fermée par l'autorité administrative supérieure au plus tard à l'expiration de l'exercice courant.

Les conséquences de la fermeture diffèrent de celles qui concernent la corporation libre, sur ce point seulement qu'après paiement des dettes aucun partage de l'actif n'a lieu entre les membres. Le reste de l'avoir doit, en effet, suivant les dispositions prises par l'autorité de surveillance être réunissoit aux caisses de secours

existant jusqu'alors auprès de la corporation, soit à une corporation libre qui se trouverait instituée pour les branches d'industrie qui participaient à l'ancienne corporation obligatoire, soit enfin à la chambre de la petite industrie qui doit être chargée, sur homologation de l'autorité administrative supérieure, sauf recours à l'admission centrale d'État, de disposer de l'avoir de la manière la mieux appropriée aux buts anciens (article 100 *t*).

Telle est l'organisation assez complexe de ces corporations nouvelles d'une nature mixte, puisqu'elles peuvent à la fois être composées d'affiliés obligatoires et d'offiliés libres, mais qui gardent malgré tout, à bien des égards, un caractère d'établissement public dont les fonctions et les biens ont une affectation bien distincte de la personne de leurs membres.

Voyons maintenant les organismes que la loi constitue au-dessus de ces groupes.

§ 3. — Commissions. Chambres de métiers. Fédérations.

Des commissions de corporations soumises à la même autorité administrative (*Innungsausschüsse*), la loi ne dit presque rien ; elle se borne à régler leur constitution et leur dissolution dans les formes habituelles et à permettre à l'autorité centrale d'État de leur conférer la personnalité civile. Il n'y a aucune remarque nouvelle à formuler sur leur organisation et leur fonction-

nement qui sont toujours les mêmes qu'autrefois et conservent leur physionomie antérieure.

Au-dessus d'elles, la loi institue un organisme tout à fait nouveau : la chambre de métier (*Handwerkskammer*) depuis si longtemps réclamée par le programme des *Handwerker* et dont le but est de régler supérieurement les intérêts de la petite industrie du ressort, et, notamment, — c'est sa tâche essentielle, — d'organiser la réglementation de l'apprentissage et des diverses *Prüfungen*. Le ressort est défini par arrêté de l'autorité centrale d'Etat. Plusieurs Etats confédérés peuvent même s'unir pour instituer des chambres de petite industrie communes. Dans ce cas, sauf convention différente, c'est l'Etat du siège de la chambre qui exerce les droits conférés par la loi.

Les membres dont le nombre est déterminé par les statuts sont élus :

1° Par les corporations qui ont leur siège dans le ressort ;

2° Par les associations d'une autre nature telles que les *Gewerbevereine*, par exemple, à condition qu'elles aient leur siège dans le ressort et qu'elles se composent au moins, pour moitié, d'artisans. Une ordonnance règle la répartition des membres à élire et la procédure électorale. Pour être éligible, il faut avoir trente ans, être éligible aux fonctions d'échevin, exercer un métier depuis trois ans au moins dans le ressort et posséder le droit de diriger des apprentis. Les pouvoirs sont con-

férés aux élus pour six ans, avec renouvellement triennal par moitié et rééligibilité. D'autres personnes peuvent figurer comme membres de la chambre et des experts peuvent y être appelés, ainsi que dans ses commissions, avec voix consultative.

Les fonctions que la loi confère à la chambre de petite industrie peuvent se ramener aux suivantes :

1° Formuler la réglementation du détail de l'apprentissage et veiller aux prescriptions légales le concernant sous l'homologation de l'autorité centrale d'Etat ;

2° Assister les autorités communales et d'Etat par toute communication ou avis concernant la situation de la petite industrie ;

3° Faire des rapports annuels et soumettre aux autorités des vœux sur ces différents points, en même temps que sur ses propres opérations. La Chambre doit être entendue dans toute affaire importante concernant la petite industrie du ressort, au point de vue de ses intérêts d'ensemble ou de ceux de ses branches isolées ;

4° Constituer des commissions pour les examens des compagnons.

Enfin, d'une manière générale, prendre toute mesure qu'elle juge utile à l'instruction technique ou morale des maîtres, compagnons, apprentis, ainsi que subventionner les écoles professionnelles.

Ce programme, fort étendu, ouvre un vaste champ à l'activité des chambres de métiers. Un comité-

directeur est constitué dans les formes habituelles. L'ensemble des membres forme une assemblée qui a l'initiative des différents vœux et qui règle, notamment, le budget et toutes affaires financières (art. 103 *g*). Une commission de compagnons élus par les commissions de compagnons des corporations et quelquefois des *Gewerbevereine* (1) est instituée *obligatoirement* auprès de la chambre pour collaborer à la réglementation de l'apprentissage et des diverses *Prüfungen* (art. 103 *i*). Enfin, l'autorité de surveillance nomme un commissaire, assistant à chaque séance, qui doit être entendu, quand il le désire, et qui peut mettre opposition, avec effet suspensif, aux décisions de la chambre ou de ses organes qui excéderaient les lois (art. 103 *h* et *k*).

L'autorité de surveillance peut même, dans certains cas, et en réservant la décision souveraine de l'autorité centrale d'Etat, dissoudre la Chambre et ordonner de nouvelles élections (art. 103 *o*).

En dehors de ces droits, les diverses autorités sont, dans les limites de leur compétence, tenues de satisfaire aux demandes qui leur sont adressées par les chambres ou leurs organes et réciproquement (art. 103 *p*). De même, les corporations et commissions de corporations sont tenues de se conformer aux prescriptions formulées par la chambre, et notamment les dispositions qu'elles auraient prises sur la réglementation de l'ap-

(1) Quand l'autorité centrale d'Etat le permet.

apprentissage demeurent sans effet, si elles sont en contradiction avec les prescriptions formulées dans les limites de sa compétence.

Les dépenses résultant de l'institution et du fonctionnement des chambres sont, en l'absence d'autres ressources, supportées par les communes du ressort ou par des associations communales qui peuvent les répartir entre les diverses entreprises de la petite industrie suivant une base de répartition déterminée par l'autorité administrative supérieure (art. 103 *c*). Il peut être décidé que les personnes qui n'occupent normalement ni compagnons, ni apprentis, sont dispensées de payer des cotisations.

Ainsi est réglée la nouvelle organisation des chambres de métiers dont nous avons essayé, de caractériser le rôle. Elles sont, en quelque sorte, l'ensemble des délégués élus de tous les groupes professionnels constitués, libres ou non, qui forment des délégations permanentes investies d'importantes missions et destinées, surtout, à surveiller et à réglementer supérieurement tout l'apprentissage de leur ressort.

En ce qui concerne les fédérations de corporations *non placées sous la surveillance d'une même autorité administrative* (Innungsverbände), la loi de 1897 ne formule, à proprement parler, aucune nouvelle disposition importante et les maintient à peu près dans leur forme antérieure. Elles doivent, comme autrefois, en vue de

la sauvegarde des intérêts industriels auxquels elles sont préposées, assister les corporations, les commissions de corporations, et, en outre, les chambres métiers nouvellement créées, ainsi d'ailleurs que les autorités, par des propositions et des motions. Elles veillent particulièrement aux institutions de placement, peuvent créer, subventionner des écoles professionnelles (art. 104) et instituer, par statuts annexes revêtus de l'homologation du chancelier d'Empire, des caisses de maladie, décès, incapacité, régies par les mêmes règles que les caisses de *Zwangssinnungen* (art. 104 i). Leurs statuts contiennent les mêmes matières qu'autrefois. L'homologation doit en être faite par des autorités qui diffèrent suivant l'étendue de leur ressort, et doit être refusée sans appel si les statuts ou les buts de la fédération excèdent les exigences légales, ou si le nombre des corporations affiliées ne semble pas suffisant pour poursuivre efficacement les buts de l'union.

Le comité directeur doit, chaque année, présenter à l'autorité une liste des corporations fédérées, faire des rapports, adresser des demandes, etc., etc. Accrédité dans les formes habituelles, il représente la fédération. Les assemblées sont toujours assistées d'un représentant de l'autorité administrative supérieure qui peut les interdire ou les fermer si elles s'occupent de sujets étrangers à l'union ou de propositions tendant à des excitations coupables. La fédération peut également être supprimée suivant les motifs ordinaires (illégalité, irrég-

gularité des statuts, cas où l'homologation aurait dû être refusée, faillite) et la liquidation se fait dans les formes habituelles (paiement préalable des dettes, répartition de l'avoir entre les corporations, maintien, en certains cas, des diverses caisses à titre indépendant). Enfin, comme autrefois, une décision du Conseil fédéral, publiée dans le *Moniteur de l'Empire*, peut conférer aux fédérations la personnalité civile.

Nous venons de passer en revue tous les organismes créés par la loi pour les intérêts de la petite industrie et montré leur collaboration mutuelle. Il nous faut, maintenant, étudier les prescriptions juridiques nouvelles que la loi formule en ce qui concerne la condition et la tenue des apprentis, objet de ses essentielles préoccupations.

§ 4. — Conditions et tenue des apprentis. Dispositions spéciales aux artisans. Titre de maître.

Prescriptions générales. — Avant toute chose, la loi envisage le droit d'avoir des apprentis dans son exercice général, qu'il s'agisse de patrons de la grande ou de la petite industrie et subordonne ce droit à des conditions primordiales. Elle exige, en effet, dans tous les cas, la pleine possession de la capacité civile. Le droit d'avoir ou de diriger des apprentis n'appartient pas aux personnes qui ne sont pas en possession de leurs droits civils, il peut être retiré à celles que des infirmités mentales

ou physiques rendent inaptes à diriger convenablement un apprenti, comme aussi à celles qui se sont rendues coupables d'omissions graves et répétées de leurs devoirs à cet égard, ou qui, à raison des circonstances de fait, sont jugées inaptes, au point de vue moral, à avoir ou à diriger des apprentis. Le retrait de cette capacité est effectué par l'autorité administrative inférieure, sauf appel, et l'autorité administrative supérieure peut, au bout d'un an, la conférer à nouveau (art. 126 et 126 *a*).

Les formes du contrat d'apprentissage toujours écrit, et les mentions qu'il doit contenir (désignation de l'industrie, durée de la période d'instruction, devoirs réciproques, conditions de résolution, double exemplaire dont un est remis au père ou au tuteur), sont réglées par l'article 126 *b*.

Les devoirs généraux du maître sont toujours à peu près de même nature. Le maître est tenu d'enseigner le métier d'une manière conforme au but de l'apprentissage, de diriger lui-même, ou par l'intermédiaire d'un représentant ayant les qualités nécessaires, l'instruction de l'apprenti, de veiller à sa fréquentation d'une école professionnelle ou de perfectionnement, de même qu'à sa bonne conduite et à ses bonnes mœurs ; il doit le protéger contre les mauvais traitements de ses compagnons de travail et de logement et veiller à ce qu'il ne soit pas chargé de travaux en disproportion avec ses forces. Il doit également lui accorder le temps nécessaire à son

instruction et à l'exercice de ses devoirs religieux. En outre, l'apprenti, s'il ne reçoit ni la nourriture, ni le logement dans la maison du maître, ne doit pas être appelé à concourir à des services domestiques (art. 127). L'apprenti soumis à l'autorité paternelle du maître est tenu aux devoirs d'obéissance, de fidélité et de zèle, mais ne peut être l'objet de corrections excessives et contraires aux convenances, ainsi que de traitements qui compromettraient sa santé (art. 127 a).

Les autres dispositions se bornent à reproduire celles des lois antérieures. Une précision nouvelle est cependant faite dans le but d'éviter l'exploitation de l'apprenti (*Lehrlings-Züchterei*). Il faut que le maître n'ait pas un nombre permanent d'apprentis disproportionné avec l'importance ou la nature de son entreprise ; car, dans ce cas, il est présumé qu'ils ont été simplement pris comme force de travail à bon marché et que leur instruction peut être compromise. L'autorité administrative inférieure peut interdire au maître d'accepter des apprentis au delà d'un nombre déterminé et l'obliger à renvoyer ceux qui excéderaient ce nombre. En dehors de ce pouvoir, l'autorité centrale d'État, sur l'initiative de la chambre métiers, peut, pour chaque branche professionnelle, fixer le nombre maximum des apprentis dans les établissements qui en ressortissent, soit par rapport au nombre des compagnons, soit par rapport à l'importance de l'entreprise (art. 128).

Prescriptions spéciales à la petite industrie. — En

dehors de ces règles générales applicables aux fabriques comme aux métiers, le législateur a entouré de précautions toutes spéciales la tenue de l'apprenti dans la petite industrie et donné aux *Handwerkskammer*, en même temps qu'aux corporations, un rôle prépondérant et des fonctions importantes de contrôle. C'est toujours, depuis 1878, le même système qui est mis en pratique : la corporation a été instituée pour l'apprentissage, c'est là véritablement son but essentiel et toutes les réformes qui ont été faites dérivent, nous le savons, de cette conception première.

Pour avoir le droit, dans une entreprise de la petite industrie (*handwerkmaessig Betrieben*), de tenir à titre permanent des apprentis, il faut d'abord, outre les conditions générales plus haut mentionnées, avoir au moins vingt-quatre ans, avoir accompli une certaine période d'instruction (1) prescrite par la chambre de petite industrie, ou à défaut de cette prescription, avoir achevé une période d'instruction de trois années et passé l'examen de compagnon. Si l'on ne peut justifier de cette période d'instruction et de ce grade de compagnon, il faut, tout au moins, avoir exercé le métier personnellement, pendant cinq ans, à son compte ou comme contremaître.

Cependant, l'autorité administrative supérieure peut

(1) Dans un atelier d'apprentissage, dans une entreprise de grande industrie ou dans un établissement d'instruction technique institué par l'Etat.

conférer le droit de tenir des apprentis à des personnes ne satisfaisant pas à ces conditions, mais elle doit toujours, avant de prendre une décision sur ce point, *entendre la corporation* quand il en existe une, pour l'industrie visée, que la personne qui veut tenir des apprentis y soit, d'ailleurs, affiliée ou non.

Le législateur à dessein a laissé, nous le voyons, le choix entre divers groupes de conditions, afin de ne pas apporter des entraves trop grandes dans la tenue des apprentis, désirant seulement que, dans tous les cas, il y eut au moins une certaine garantie de compétence professionnelle. Il va sans dire que les initiations partielles ou isolées d'un apprenti par un compagnon à des opérations de métier ou des procédés techniques ne sont nullement visées par ces prescriptions.

En satisfaisant à l'une de ces conditions pour une industrie donnée, le chef d'une entreprise où plusieurs industries sont réunies a le droit de diriger des apprentis dans toutes ces industries. Il acquiert également, s'il possède une seule industrie exploitée séparément, le droit de diriger des apprentis dans des industries similaires. La *Handwerkerkammer* détermine les industries qui doivent être regardées comme similaires à ce point de vue (*verwandte Gewerbe*), car le certificat n'est en principe établi que pour une seule industrie.

Prescriptions spéciales aux membres d'une corporation. — La loi enfin formule des dispositions encore plus minutieuses pour le maître corporatif qui veut te-

nir des apprentis et associe, dans ce cas, la corporation d'une manière encore plus étroite à la formation, aux effets du contrat et aux épreuves qui en sont la suite.

Si le maître appartient à une corporation (libre ou obligatoire), il est tenu de lui envoyer une copie du contrat d'apprentissage dans un délai de quinze jours après sa conclusion, et il peut y être contraint par les autorités de police locale.

La corporation peut même décider en certains cas que la conclusion du contrat s'effectuera par devant elle (art. 129 *b*). Au cas où le Conseil fédéral, l'autorité centrale d'État ou la chambre de petite industrie n'a pas formulé de prescriptions relatives au nombre maximum d'apprentis que peut admettre une entreprise donnée, la corporation a également le droit de formuler elle-même ces limitations (art. 130).

Dès le premier instant donc, l'*Innung* a un rôle prépondérant dans le contrat d'apprentissage et préside à sa conclusion, comme une véritable autorité. Ce caractère sera toujours au premier plan dans toutes les suites du contrat.

La période d'instruction doit être en général de trois ans et ne peut excéder quatre années. Cependant, la chambre de petite industrie (1) peut, sur avis des corporations intéressées et après les avoir entendues, fixer

(1) Nous traduisons le mot *Handwerkerkammer* par chambre de métier ou chambre de petite industrie. Nous estimons que les deux termes sont équivalents.

pour des industries ou des branches d'industries isolées une durée différente (art. 130 a).

A l'expiration de la période d'instruction, les apprentis doivent être mis en mesure de se soumettre à l'examen de compagnon, lequel est subi devant une *Prüfungscommission*. Il en existe toujours une dans chaque *Zwangsinnung*. Pour les *Innungen* libres, elles ne peuvent en constituer que si le droit de faire passer des examens leur a été conféré par la chambre de petite industrie. Lorsque pour les branches d'industries isolées, aucun service d'examen n'est assuré ni par les commissions d'examens de corporations, ni par les ateliers d'apprentissage, ni par les divers établissements d'instruction, la chambre de petite industrie doit *insti-tuer les commissions d'examens nécessaires* (art. 131).

Composées d'un président nommé par la chambre de petite industrie, et de deux assesseurs au moins, nommés pour trois ans, moitié par la corporation, moitié par l'assemblée de compagnons et choisis parmi ceux qui ont subi une *Gesellenprüfung* (1), ces commissions font subir à l'apprenti un examen qui, d'après les termes mêmes de la loi, « doit fournir la preuve que l'apprenti pratique avec une sûreté suffisante les travaux ordinaires de son métier, connaît la valeur, la nature,

(1) Ou ont accompli une période d'instruction de deux ans au moins. Cette condition est également exigée quand les assesseurs sont nommés par la chambre de petite industrie ; la moitié des assesseurs est toujours formée de compagnons.

la conservation et l'emploi des matières à élaborer et sait discerner les caractères distinctifs de leur qualité bonne ou mauvaise. » (Art. 131 *b.*) La forme, la procédure, les droits d'examens, sont fixés par un règlement d'examen formulé par l'autorité administrative supérieure, de concert avec la chambre de petite industrie et, en cas de désaccord, c'est l'autorité centrale d'Etat qui statue. Le règlement peut décider aussi qu'une partie de l'examen portera sur la tenue des livres et la comptabilité, auquel cas un expert est nommé avec plénitude de droit de vote. La voix du président est prépondérante en cas de partage.

Cet examen dont nous venons de tracer sommairement le programme n'est pas obligatoire en principe, mais la *loi demande que la corporation et le maître engageant, d'un commun accord, l'apprenti à se soumettre, à la fin de la période d'instruction, à l'examen de compagnon* (art. 131 *c.*).

L'apprenti doit, dans ce but, adresser à la *Prüfungscommission* une demande en vue de subir l'examen en y joignant un certificat d'apprentissage et, s'il y a lieu, les certificats relatifs à la fréquentation de l'école de perfectionnement. Si l'examen n'est pas subi avec succès, la commission d'examen fixe un délai avant l'expiration duquel l'examen ne peut pas être renouvelé, sauf opposition suspensive du président, et règlement différent prescrit par les autorités centrales d'Etat (*art. 132 et 132 a.*).

Titre de maître. — Au-dessus de l'examen de compagnon (*Gesellenprüfung*), la loi institue, dans des formes à peu près analogues, un examen supérieur, celui de maître (*Meisterprüfung*) à la suite duquel peut être conféré le titre de maître (*Meistertitel*) qui ne donne, à vrai dire, aucun droit propre, mais simplement une dignité supérieure. Les artisans ne peuvent porter le titre de maître, associé à la mention d'un métier, que s'ils ont le droit général de diriger des apprentis dans leur industrie et s'ils ont passé l'examen de maître. L'admission à ce dernier exige au moins trois ans d'exercice comme compagnon. L'examen est passé devant une commission d'examen spéciale, composée d'un président et de quatre assesseurs et nommée pour trois ans. La procédure est arrêtée par règlement particulier. Enfin aux termes de la loi (art. 133), l'examen doit fournir « la preuve de l'aptitude à l'exécution indépendante, au calcul des prix de revient des travaux usuels de l'industrie, ainsi d'ailleurs que des connaissances nécessaires à l'exercice de cette industrie *comme patron* et notamment la tenue des livres et la comptabilité ».

On voit que l'épreuve est parfaitement appropriée à son but. Elle cherche à faire des patrons intelligents et instruits. Mais elle est purement formelle. Le titre de maître ne confère aucun avantage exclusif ou positif comme la *Befähigungsnachweis*, il n'ouvre ni ne ferme aucune carrière et n'est la condition d'exercice d'aucun droit nouveau. C'est un simple titre honori-

fique, un « doctorat professionnel » comme le dit M. Brants (1), laquelle public cependant, comme les artisans eux-mêmes, peuvent attacher une certaine valeur.

Nous en avons fini avec cette grande œuvre corporative, créatrice à la fois d'organismes inédits et de dignités presque médiévales. On ne dirait certes pas une loi moderne d'industrie, mais plutôt une espèce de loi d'Université, car les corps qu'elle constitue n'ont guère d'autre raison d'être que de conférer des grades. Dans cette renaissance corporative, tout le tempérament de l'Allemagne se reflète : amoureuse à la fois de traditions et de distinctions, fidèle au passé dont elle emprunte toujours la vieille hiérarchie, profondément soucieuse aussi de donner à ces dignités archaïques une orientation actuelle, utile, pratique dans la vie d'aujourd'hui, et une consécration officielle.

C'est, en définitive, un effort vigoureux en vue de la restauration des métiers et de l'amélioration de l'apprentissage en tenant compte des diversités régionales d'esprit et d'état social. « Si les défenseurs des métiers, dit M. Brants, ne voient pas se réaliser tout leur programme, ils ne peuvent contester qu'on avance dans la voie qu'ils ont indiquée (2). » Aux artisans groupés il

(1) Brants, *Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne (Réforme sociale)*, 1898, t. XXXV, p. 800.

(2) Brants, *ibid.*

appartient de tirer parti de ces institutions, car l'organisation toute seule ne peut suffire sans les bonnes volontés actives dans l'ordre économique et dans l'ordre social.

CHAPITRE V

LES RÉSULTATS DE LA NOUVELLE LOI.

Il nous faut maintenant, pour apprécier et juger cette nouvelle législation industrielle qui a coûté à l'Allemagne tant d'efforts, étudier les résultats qu'elle a donnés.

I. — La nouvelle formation corporative.

Les statistiques générales sur la formation des *Innungen* dans tout l'empire, manquent encore malheureusement. Une réunion, à Leipzig, des délégués des différentes chambres de commerce (25-27 septembre 1902) a pu cependant obtenir un résultat suffisamment appréciable, en parvenant à réunir les enquêtes de 63 chambres de petite industrie, sur 71 qu'en compte l'empire.

En tenant compte seulement de toutes les *Innungen* qui ont mis leurs statuts en harmonie avec la nouvelle loi, on a trouvé, dans les ressorts de ces 63 chambres de petite industrie à la fin de 1902, un chiffre global de 8.835 *Innungen* et 1.642 *Gewerbevereine*, comprenant en tout une population d'à peu près 472.000 *Handwerker* incorporés. Le chiffre des *Innungen* recensées se décompose ainsi :

6.271 libres	avec 201.000 membres.	
2.564 obligatoires avec	171.000	—
8.835	372.000	

La densité des *Innungen* obligatoires est, en général, plus forte que celle des *Innungen* libres, le chiffre moyen des membres incorporés est, pour les obligatoires 67 et pour les libres 34 environ (1).

Presque partout la formation nouvelle des *Zwangsinnungen* semble avoir été assez importante. Chose curieuse, à l'ouest, son importance dépasse même celle de la formation des *Innungen* libres. Ainsi, dans les ressorts réunis des chambres de Dusseldorf, Arnsberg, Wiesbaden, Bielefeld, Saarbrücken, Munster et Dortmund, de 1897 à 1902, le chiffre des *Innungen* libres et des *Gewerbevereine* s'est accru de 166, pendant que celui des *Innungen* obligatoires s'accroissait en une bien plus forte proportion de 474.

Dans le sud, l'*Innung* obligatoire cependant ne paraît pas avoir eu, de beaucoup, un aussi grand succès que dans le nord. A Ulm, par exemple, d'après le rapport 1901 de la chambre de métier de 1901, sur 115 organisations d'artisans on ne compte qu'une seule *Zwangsinnung* et 18 corporations libres. Le reste se compose presque exclusivement de *Gewerbevereine*. Même situation à peu près à Constance, Heilbronn, Stuttgart, Darmstadt. Dans la haute Bavière pourtant, on compte,

(1) Dr August Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz in Arbeiterwohl*, 1903.

en 1901, 21 corporations obligatoires avec 4.795 membres, contre 30 libres avec 1.614 membres.

C'est dans le nord, presque toujours, que l'organisation corporative apparaît plus forte que partout ailleurs. Mais il y a encore là de très grandes différences suivant les villes considérées et les pays de l'est semblent avoir conservé, de préférence l'*Innung* libre, comme on peut le voir par les quelques données suivantes (1) :

Fin de 1902.

Ressort de la Handwerkerkammer de :	Zwangsinnungen	Innungen libres
Köln	24	23
Cassel.	55	23
Gera.	42	48
Liegnitz	81	402
Königsberg.	111	320
Hamburg.	9	8
Zwickau.	139	321
Dresde.	105	148
Leipzig.	88	142

Quoi qu'il en soit de ces résultats sur lesquels le manque de données complètes nous empêche de formuler des conclusions d'ensemble, il paraît bien résulter des divers rapports que, si les corporations libres, toujours de même nature, n'ont pas entraîné un travail de formation sensiblement plus intense que par le passé, les corporations obligatoires, au contraire, ont intéressé, à divers titres, presque toutes les régions et déterminé, dès les débuts, un travail de formation d'une importance

(1) Dr August Engel, *ibid.*

assez grande. L'administration, d'ailleurs, s'est montrée bien moins exigeante qu'elle l'était autrefois pour la concession des privilèges 100 *e* et 100 *f*, et elle a accepté l'option, pour la corporation obligatoire, dans presque tous les cas où cette option lui était présentée.

A Berlin, au 31 mars 1899, on comptait 62 *Innungen* qui avaient survécu, dont 30 s'étaient prononcées pour la corporation libre et 27 étaient en instance pour la constitution de *Zwangsinnungen*. Au sein du même métier, souvent la constitution des nouvelles corporations s'est heurtée à des difficultés, soit qu'il existe deux corporations du même métier (comme par exemple les boulangers et les barbiers de Berlin qui ont chacun deux groupes organisés que l'administration a laissé libres tous deux, parce qu'ils ne parvenaient pas à se mettre d'accord), soit que les récalcitrants, en minorité, s'arrangeassent pour faire voter par l'assemblée la dissolution du nouveau groupe obligatoire (comme cela est arrivé, pour les cordonniers de Cologne). « Les plaintes sont encore nombreuses, dit M. Brants, sur les difficultés de la lutte économique elle-même et aussi sur l'inertie, le manque d'initiative et d'activité. Il faut éclairer les récalcitrants et les traînants, il faut faire l'éducation sociale, il faut décider les intéressés à supporter une charge et aussi à agir, à s'unir, à renoncer à la routine et surtout à la défiance, à l'individualisme qui règne parmi les membres des métiers. Sans union, sans groupement actif on ne fera rien qui vaille. La loi ne peut

faire qu'un groupement matériel : évidemment, cela ne suffit pas à fonder des caisses, des unions de crédit, etc. Voilà ce qu'il faudrait comprendre. Dans la corporation libre, il y avait l'avantage d'avoir groupé des convaincus, mais ils étaient désarmés ; dans la corporation obligatoire, on a l'ennemi chez soi : s'il est peu nombreux, il a l'avantage de grossir la caisse sans pouvoir nuire, mais s'il est remuant et si l'inertie des artisans est prédominante, tout est perdu... Les premiers pas de la réorganisation ont naturellement fourni déjà des expériences et on s'est demandé comment tourner les difficultés. Au 4-5 juillet 1899 eut lieu à Weimar une réunion importante de députés, fonctionnaires, représentants des métiers pour s'entendre sur une ligne de conduite. A cette réunion figuraient, outre les députés Hitze et Jakobscötter, le conseiller Stegemann, auteur d'un manuel d'application de la loi nouvelle. On s'est prononcé *en faveur de la création de corporations obligatoires*, en donnant quelques indications pratiques sur les préférences à donner, par exemple aux groupes purement professionnels sur les groupes mixtes, ce qui est difficile à contester (1). »

Dans l'ensemble, la constitution des nouvelles *Zwangsinnungen* n'a pas été marquée par beaucoup d'incidents car, dans presque tous les cas, elles ne faisaient que succéder à d'anciennes *Innungen* libres dont la dévolution

(1) Brants, *Les métiers de la petite industrie en Allemagne. Réforme sociale*, 1900, p. 434-435.

des biens était réglée sans difficulté conformément à la loi. Dans d'autres cas, cependant, où il s'agissait d'une formation originaire de *Zwangsinnungen*, il a fallu déterminer les entreprises à incorporer et séparer notamment les fabriques et les petites entreprises. Aucun critère n'était donné ni par la loi, ni par des arrêtés postérieurs, car d'après les motifs aucune difficulté ne pouvait exister sur ce point. En fait, cette manière de voir a été d'accord avec la réalité car, d'après une statistique citée par M. Harms (1), dans un recensement d'environ 61.000 entreprises, l'administration ne s'est trouvée que 58 fois en présence de cas douteux. Malgré cela pourtant, les nouvelles *Innungen* obligatoires ont eu assez fréquemment la tendance de vouloir englober de grandes entreprises dans l'espoir de profiter surtout de leurs capacités financières et dans ce but, ont engagé contre elles des procès qu'elles ont aussi quelquefois perdus. Les motifs de chaque jugement sont intéressants et les distinctions entre la fabrique et le métier y sont très diversement appréciées suivant les opinions personnelles et les circonstances de fait ; souvent, d'ailleurs, l'autorité administrative supérieure a recours à l'avis des chambres de commerce pour trancher la difficulté.

A Leipzig, par exemple, l'ancienne *Innung* libre des imprimeurs a, sur demande de la majorité, exigé l'affi-

(1) B. Harms, *Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Buchbinde-
rei*, 1902, p. 68.

liation obligatoire de toutes les entreprises d'imprimerie de Leipzig. A la suite du refus de plusieurs d'entre elles, le conseil de ville fut appelé à donner son avis et une plainte de l'*Innung* à l'autorité administrative supérieure jugeant en dernier ressort eut pour résultat d'obliger, à l'exception des deux imprimeries de journaux entièrement mécaniques, toutes les grandes maisons d'édition de Leipzig à l'affiliation obligatoire. Telles par exemple les maisons Brockhaus, Meyer et la célèbre maison d'éditions musicales Breitkopf et Härtel (1). Ce n'est ni le nombre du personnel ni l'emploi de machines qui a servi dans ce cas de base d'appréciation, mais simplement « la prédominance constatée de la production manuelle et de métier proprement dite ». Ce critérium, néanmoins, reste assez particulier. Dans presque tous les cas, la grande entreprise se reconnaît aux caractères ordinaires et communs d'un certain nombre d'ouvriers, de l'emploi de machines et de la non participation du patron aux besognes manuelles.

L'incorporation s'est faite dans la grande généralité des cas, d'une manière régulière et presque sans difficultés.

Nous allons étudier maintenant les résultats donnés par les nouveaux groupes.

(1) B. Harms, *Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Buchbinderei*, 1902, p. 70.

III.— L'activité corporative. Les membres de l'*Innung*.

L'*Innung* a beaucoup de choses à faire par elle-même. Libre ou obligatoire, elle doit, tout d'abord, se suffire. La vie matérielle et pratique est déjà une tâche assez difficile. Il arrive que beaucoup gèrent maladroitement leurs ressources, dépensent trop pour leur institution et élèvent ensuite pour se couvrir leurs cotisations à des taux qui découragent les petits artisans pour lesquels la corporation serait surtout nécessaire. Quand il s'agit de *Zwangsinnung* encore, le droit n'est pas usité et la contribution est réglée suivant l'importance des entreprises affiliées. Cette contribution est représentative des avantages que l'*Innung* fournit à ses adhérents. En dehors des diverses fondations professionnelles, elle a, en général, des frais de locaux, de livres, d'outils; elle a aussi des abonnements avec divers fournisseurs. Il est rare que pour chaque service spécial elle fasse payer à ses membres des taxes particulières. Ce système de taxes d'usage est usité cependant dans quelques corporations, notamment à Altona et à Rosstock. Mais presque partout les membres sont traités semblablement, quel que soit l'usage que chacun puisse faire des avantages communs.

Pour les *Innungen* libres, de groupe à groupe dans une même ville, on trouve parfois des droits d'entrée variant dans des proportions très sensibles. A Berlin, à côté de corporations prélevant 1 mark de droit d'entrée,

il en est qui prélèvent jusqu'à 15 marks. Pour les contributions annuelles on peut constater aussi de très grandes différences. A Fribourg en Brisgau par exemple l'*Innung* des cordonniers prélève 1 mark par an et celle des verriers 10 marks. Ces taxes annuelles sont d'ailleurs fréquemment modifiées, entraînant dans les *Innungen* libres, quand elles s'abaissent un plus grand nombre d'adhésions. Ainsi les perruquiers de Fribourg, qui en 1894 prélevaient 4 marks d'entrée et 8 marks de contribution annuelle avaient à ce moment sept membres ; en 1897 ils abaissent les taux respectifs à 1 mk 50 et 2 marks et le nombre des membres s'élève à 26. Il y a certainement une relation entre les deux faits, mais on ne peut savoir au juste si c'est l'abaissement de la taxe qui est cause de l'augmentation des membres ou inversement. Quoi qu'il en soit, il y a souvent des membres qui veulent se retirer à cause de l'élévation des taxes et bien des fois pour se maintenir l'*Innung* est obligée de demander sa transformation en corporation obligatoire. L'administration procède alors à une imputation directe des charges suivant les capacités de chacun.

Dans la grande majorité des cas, l'*Innung* libre répugne à user de rigueur pour le recouvrement des taxes afin de ne pas froisser le sentiment de fraternité mutuelle. Elle est en général accommodante et on en voit certaines qui ont passé deux ans sans percevoir la moindre cotisation comme celle des *Schreiner* de Lahr.

Par une juste compensation, les membres sont quelquefois requis de couvrir les déficits antérieurs par des contributions extraordinaires fixées par l'assemblée ou des dons volontaires (*Geschenke*).

C'est le caractère d'association familiale, de sacrifice mutuel en vue du bien commun qui domine presque toujours, comme aussi peut-être même davantage dans les *Gewerbevereine*.

Ces habitudes humanitaires dans les relations fiscales ne réussissent malheureusement pas toujours. Les *Innungen* obligées de se procurer des ressources en cherchent d'un autre côté et il arrive alors que pour épargner les membres, elles frappent les apprentis. La délivrance des lettres d'apprentissage (*Lehrlingsbriefe Prüfungszeugnisse*) atteint parfois un taux très élevé. Ainsi l'*Innung* des ramoneurs (*Kaminfeger*) à Karlsruhe perçoit 9 marks pour la signature de la *Lehrbrief*, ce qui est vraiment excessif étant donné que cette profession est ordinairement composée de pauvres gens. Cela est d'autant plus choquant que les tailleurs et cordonniers de la même ville ne perçoivent que 1 mark pour la *Lehrlingsbrief* (1). Et pourtant les ramoneurs de Karlsruhe sont organisés en *Zwangsinnung*. Ils se sont plaints avec raison de l'insuffisance du contrôle administratif sur ce point et la chambre des métiers a fait ces derniers temps un peu abaisser les taxes.

(1) Ludwig Frank, *Ueber die Entwicklung der Innungen in Baden*, 1899.

De pareils abus sont de nature à décourager l'apprentissage et il serait désirable, surtout dans les *Zwangsinnungen*, que non seulement la contribution annuelle, mais aussi le montant des lettres d'apprentissage, malgré leur caractère facultatif, fût tout de même fixé par l'autorité.

Les membres ne sont pas les seuls à souffrir des exigences financières de la corporation. Le public est aussi quelquefois victime de véritables trusts, assez rares disons-le tout de suite, car ils ne se présentent guère que dans les *Innungen* monoprofessionnelles assez peu nombreuses.

Certes, la loi défend de façon formelle de réglementer les prix ; mais cela veut simplement dire qu'aucun tarif ne doit figurer dans le statut. Tout en respectant au point de vue de la forme cette exigence, les maîtres qui constituent un syndicat perpétuel ne se trouvent nullement empêchés de faire, à l'amiable, une entente économique et on a vu, en 1898, les *Rasiers* de Mayence qui rasaient pour 10 pf. faire payer toute l'année à leurs clients 15 pf. sous prétexte qu'ils venaient de se constituer en *Zwangsinnung*.

Quoi qu'il en soit, ces expédients, d'ailleurs assez rares, n'augmentaient pas le pécule corporatif. Il faut en dire autant des amendes qui sont assez légères (50 pf. à 1 mark).

Le local des réunions n'appartient pas en principe aux *Innungen*, car la plupart des corporations n'ont pas

d'immeubles à elles et tiennent leurs réunions dans les locaux des *Gesellenvereine*.

Les *Gesellenvereine* ont profité, surtout dans la région rhénane, de subventions nombreuses qui leur ont permis d'élever un peu partout des immeubles commodes et bien appropriés.

Aujourd'hui encore les secours publics vont volontiers à ces fondations surtout nombreuses dans l'Allemagne occidentale.

Certains *Gesellenvereine* ont un aspect magnifique. Ceux de Mayenne, de Cologne, de Coblenz, de Düsseldorf ont des hôtels à plusieurs étages avec des salles de réunions sous-louées aux diverses *Innungen*.

Les petites corporations plus pauvres tiennent en général leurs séances dans une *Bierwirtschaft*, où l'on place quelques meubles dont la valeur pour certaines ressortit à l'inventaire pour 50 marks.

Nous nous sommes arrêtés parfois à Duisbourg, à Ruhrot, à Essen, dans ces hôtelleries populaires, et il nous a été donné d'assister à quelques réunions corporatives.

L'aspect des salles de réunion est curieux. Le long des murs se trouvent disposés une multitude d'armoires et de placards ; chacun appartient à une corporation et porte son écriteau et sa devise. On y enferme des outils, des livres, un peu de linge.

Les réunions se font le dimanche. Aussi rencontre-t-on ce jour-là, dans la campagne, dans les trains de

banlieue, des compagnons et des maîtres endimanchés escortant le drapeau de l'*Innung*.

Le jour de la Fête-Dieu, toutes les corporations sortent avec leurs drapeaux déployés. Les *Gesellenvereine* sortent aussi, groupes plus imposants encore, avec de magnifiques bannières dont quelques-unes coûtent jusqu'à 300 marks.

Enfin il y a aussi des excursions à la campagne pendant la belle saison et chaque *Innung*, même la plus pauvre a toujours une caisse spéciale (1) sur laquelle sont prélevés les frais des parties de plaisir ainsi que des bals corporatifs.

En dehors de cela, c'est encore l'*Innung* qui est chargée de faire les annonces dans les journaux pour l'ouverture et la fermeture des magasins, d'indiquer que la boutique d'un de ses membres sera fermée tel jour, de recevoir les cadeaux ou les primes des fournisseurs, de souscrire des abonnements aux pompes funèbres, etc., etc. (2).

Elle est, en un mot, l'agent général de ses membres auprès de tous les services collectifs et c'est à elle, d'autre part, qu'on vient demander tous les renseignements qui les concernent.

(1) *Vergnügungskasse*.

(2) A Mayence les prix des enterrements pour les membres de l'*Innung* sont exceptionnellement bon marché.

III. — Les chambres de métiers.

Dans toutes les régions, on peut le dire, les chambres de métiers ont largement collaboré à la formation des nouveaux groupes et à l'application de la loi. Elles sont déjà hautement appréciées partout et on peut constater les résultats de leur activité tant pour le relèvement technique que pour l'amélioration de l'apprentissage. Il en est dont l'influence sur la petite industrie du ressort est considérable (celle de Dusseldorf par exemple).

Leur collaboration avec les autorités administratives est également précieuse, au point de vue des vœux et des motions formulés dans chaque ressort. On peut constater grâce aux *Berichte* annuels la situation réelle de la petite industrie et ses besoins les plus pressants. Une chose cependant est à regretter : c'est l'impossibilité absolue dans laquelle se trouvent les chambres de métiers de ne fournir des secours pécuniaires qu'à des écoles de perfectionnement et d'apprentissage. Toutes autres fondations ou protections leur sont interdites et presque partout les circulaires ministérielles leur ferment cette voie dans laquelle elles auraient une tendance bien naturelle à s'engager.

IV. — Institutions de coopération.

Il est assez difficile de mesurer l'influence que la loi de 1897 a pu avoir sur les institutions coopératives des artisans.

Car il n'existe pas de statistique générale et complète des œuvres coopératives essentiellement propres à la petite industrie et constituées exclusivement d'artisans.

La seule chose qu'on peut constater dans la statistique d'ensemble de toutes les sociétés de coopération libre de l'Empire (1), c'est un progrès sensible depuis 1896, progrès auquel la renaissance des *Innungen*, à partir de 1897, a en quelque mesure contribué.

Sociétés coopératives

	de crédit	de matières pre- mières	de travail	de ma- gasins	pro- ductives	diverses	de consom- mation	de cons- truction
Situation au 31 mai 1896.....	8.069	58	21	56	129	184	1.409	132
Situation au 31 mars 1902....	12.779	188	78	81	303	414	1.683	466
Accroissement absolu... ..	4.710	130	57	35	174	230	274	334

C'est en effet dans la coopération que la petite industrie paraît devoir, en se libérant progressivement, trouver une certaine force de résistance : « La lutte, comme le dit Brants (2), n'est pas seulement une question de technique, elle est aussi une question de capital et d'organisation commerciale. Le groupement du capital donne, à l'entrepreneur, un avantage dans les

(1) Régées par la loi du 1^{er} mai 1889.

(2) V. Brants, *La petite industrie contemporaine*.

achats de matières premières comme dans l'utilisation des produits secondaires ; il lui prouve un crédit assuré et à meilleur marché ; il lui facilite la participation aux adjudications, il met à sa disposition des appareils perfectionnés qui réduisent ses frais ; il lui donne les moyens de s'instruire des procédés nouveaux, de s'enquérir des goûts du client ; enfin il lui permet de faire un magasin bien monté pourvu d'échantillons qui satisfont sa clientèle. » De notre temps en effet il y a un goût croissant pour la fourniture en magasin, de préférence à la commande. Il faut donc aux artisans, pour qu'ils réussissent, satisfaire le goût du public.

Suivant l'expression allemande, la petite industrie doit pour se soutenir devenir : *magazin'œhig*.

Pour faire tout cela, il faut un effort : il s'agit de moderniser le métier en empruntant pour lutter contre la grande industrie ses propres armes adaptées à la situation des petites entreprises. Il faut s'organiser, se former, faire son éducation économique et sociale. Dans la question du sort des métiers, les plus pessimistes, comme Karl Bücher, reconnaissent la forte survivance actuelle et même le développement de beaucoup de petites industries.

D'une manière générale et comme il fallait s'y attendre, la diminution dans le nombre des exploitations est surtout sensible pour les métiers soumis directement à la concurrence de la fabrique : cordonniers, gantiers, ébénistes, tanneurs, couteliers, etc. Les industries de travail

pursubissent naturellement le même mouvement ascensionnel que la population.

**Métiers indépendants
y compris l'industrie à domicile (1).**

PROFESSIONS	EXPLOITATIONS	DIFFÉRENCE
	EN 1895	AVEC 1882
Couturières.....	194.871	58.217
Blanchisseuses.....	72.483	16.280
Cordonniers.....	233.650	10.964
Meuniers.....	41.938	8.974
Tonneliers.....	23.631	8.631
Ebénistes.....	105.415	6.082
Vanniers.....	5.566	6.020
Potiers.....	5.516	5.035
Confectionneurs de vêtements et lingerie.....	2.816	4.777
Brasseurs.....	8.315	4.481
Gantiers.....	6.228	4.884
Forgerons.....	69.450	4.383
Briquetiers.....	7.401	3.897
Cloutiers.....	4.502	3.801
Tanneurs.....	5.671	2.943
Couteliers.....	16.217	2.421
Selliers.....	28.313	1.386
Mécaniciens de précision.....	6.317	2.169
Ferblantiers.....	19.487	2.324
Horlogers.....	15.941	2.359
Tapissiers.....	9.184	2.947
Crémiers.....	6.449	2.953
Fabricants de tabac.....	15.823	3.351
Poeliers.....	5.076	3.987
Peintres en bâtiments.....	36.086	6.564
Maçons.....	50.216	6.822
Coiffeurs.....	29.995	8.472
Bouchers.....	70.696	9.089
Boulangers.....	89.430	11.705
Tailleurs.....	258.473	4.998

(1) BOURGUIN, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*.
Annexe IV, page 418.

Il y a encore beaucoup de métiers et il y en aura probablement toujours, car si la progression de la grande industrie est énorme, le recul des métiers ne l'est point autant.

A côté de ceux qui restent intacts par nature, il en est d'autres, et c'est le plus grand nombre, qui peuvent lutter en s'ingéniant et cherchant des moyens de défense. L'action des chambres de métiers est, de ce côté, tout à fait capitale, grâce aux encouragements et à l'impulsion directe qu'elles peuvent donner aux branches d'industrie de leur ressort.

Dans les campagnes, la population d'ensemble du personnel des métiers a augmenté par rapport à la population totale de 3 1/2 0/0, augmentation qui porte à peu près autant sur les maîtres que sur le personnel.

Les maîtres travaillant sans auxiliaires sont d'ailleurs en proportion très considérable dans les campagnes (64 0/0 du total des artisans ruraux).

Voigt estime en 1896 le nombre total des artisans indépendants à 1.300.000 environ, dont 331.000 affiliés à 10.900 *Innungen* et 59.000 à 466 *Gewerbevereine*, soit une proportion de 35 0/0 d'affiliés aux divers groupes (1).

V. — Compagnonnage. Apprentissage. Titre de maître.

Les corporations semblent avoir scrupuleusement

(1) Voigt, *Die Hanphergebnisse der neuesten deutschen Handwerkerstatistik von 1895* ; Schmollers, *Jahrbücher*, 1901 p. 110.

mis en œuvre la prescription de la loi nouvelle qui obligatoirement exige aussi bien auprès des *Innungen* libres que des *Zwangsinnungen* et des chambres de petite industrie une délégation de compagnons (*Gesellenausschuss*). Mais bien que cette délégation soit presque partout constituée, elle ne fonctionne en fait qu'auprès d'un nombre relativement restreint de corporations.

Trop de compagnons, en effet, se désintéressent du rôle que la loi les appelle à jouer dans les *Prüfungen* et dans les intérêts généraux du métier. Il n'y a guère entre eux et leurs maîtres plus de communauté dans les vues qu'entre les ouvriers et les fabricants, surtout les compagnons qui mariés sans être encore établis, peuvent désespérer de devenir maîtres et sont portés à s'occuper plus de l'intérêt de leur état que de celui de la profession (1).

Dans les ressorts des chambres occidentales (Düsseldorf, Saarbrücken, Wiesbaden, Dortmund, Arnsberg, Bielfeld, Munster) on ne trouve guère qu'une moyenne de 38 0/0 environ de compagnons prenant effectivement part à la vie corporative (2). Les grèves sont fréquentes et les groupements de compagnons manifestent assez fréquemment des tendances socialistes. La corporation allemande malgré ses institutions ouvrières : bourses de voyage (3), caisses, hospitalités, bureaux de placement,

(1) Engel, *Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz*. Voir Rapport de la Chambre de Stuttgart, p. 26.

(2) Engel, *ibid.*, p. 27.

(3) *Reiseneunterstützungen*.

ne peut guère ramener la paix en dépit de tous les efforts qu'elle fait pour maintenir la vieille entente patriarcale.

Les patrons un peu partout se plaignent des querelles constantes et des mutineries de compagnons auxquels bien des corporations pourtant fournissent des secours, pendant qu'ils n'ont pas de travail et même, chez les menuisiers de Mayence par exemple, des subsides pour aller chercher à se placer dans les villes voisines. La malveillance obstinée est malheureusement trop fréquente.

Même état d'esprit à peu près dans les délégations de compagnons des tribunaux arbitraux et des caisses. Pour les tribunaux arbitraux, on ne peut guère savoir dans quelle mesure la loi a augmenté leur nombre. En 1895 on en comptait en Prusse 474. On s'est demandé si la juridiction corporative rendait des services

Hitze se montre partisan de leur maintien, « car malgré le morcellement de la juridiction et de la jurisprudence ouvrière, ils sont plus experts que tous autres à trancher les contestations de métier » (1).

Pour les caisses d'*Innungen* on s'est posé la même question. Les résultats satisfaisants qu'elles ont donnés montrent leur utilité. Dans quelques-unes de ces caisses, les compagnons sont seuls chargés de la gestion.

La faculté donnée par la loi aux *Innungen* et aux *Handwerkskammer* de nommer des délégués pour la

(1) Brants, *Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne*. Réforme sociale, 16 avril 1898, p. 630.

surveillance du travail dans les entreprises des membres a été assez largement mise en œuvre et a déjà abouti à des règlements spéciaux et d'ordre public, sur les heures de travail, notamment dans certains métiers comme la boulangerie où de nombreux abus étaient depuis longtemps signalés. Plus généralement, les corporations veillent au repos du dimanche, à la fermeture pendant les heures des offices et aussi, dans les entreprises qui les nécessitent, aux mesures de sécurité.

Le but essentiel de cette surveillance paraît être partout d'éviter et de prévenir l'exploitation de l'apprenti au sujet de laquelle ces diverses chambres formulent des instructions nombreuses, fixant le plus souvent pour chaque branche industrielle de leur ressort le nombre d'apprentis maximum que peut engager chaque maître par rapport au nombre de compagnons qu'il occupe.

D'après la chambre de métier de Hanovre qui a fait en 1902 une enquête embrassant les ressorts de 60 chambres analogues, le rapport moyen qu'on trouverait dans les divers ateliers d'artisans mentionnerait pour 11 maîtres, 9 compagnons occupés et 3 apprentis, ce qui semblerait démontrer que l'apprenti doit être assez rare (1).

Les résultats de cette enquête ne sont pas absolument probants, car bien souvent les prescriptions des *Handwerkskammer* ne sont pas suivies. Il arrive que dans les

(1) Voigt, cité par Brants. Voir *Réforme sociale*, 1898, t. XXXV, p. 797, note 1.

entreprises n'ayant qu'un seul compagnon on trouve jusqu'à 3 ou 4 apprentis occupés.

Il y a donc, en dépit des sanctions et des mesures qu'on essaye d'organiser, beaucoup encore à obtenir de ce côté.

La formation de l'apprenti est aussi peu satisfaisante et beaucoup de maîtres se plaignent de l'insuffisance des *Gesellenprüfungen*. Cela d'ailleurs dépend des régions.

La formation générale et professionnelle de l'apprenti en Saxe, en Bade et en Wurtemberg paraît de beaucoup supérieure à celle qu'il reçoit en Prusse et en Bavière.

La Saxe notamment est le pays modèle des écoles professionnelles. Aucun pays de l'Allemagne n'en possède d'aussi nombreuses et d'aussi parfaites. Sur un territoire de 15.000 kilomètres carrés on en compte 112. En Wurtemberg, elles sont également très supérieures. On en compte 160 (1).

On voit par ces exemples que la loi nouvelle a été parfois bien comprise. Il faudrait seulement que ce qui est aujourd'hui l'exception se généralisât davantage.

La question de l'apprentissage apparaît comme la préoccupation dominante et la plupart des chambres recherchent sérieusement les moyens d'en relever le niveau technique.

(1) Kerchensteiner, *Beobachtungen und Vergleiche über Einrichtungen für gewerbliche Erziehung ausserhalb Bayern*. Munich, 1901.

Quant aux *Meisterprüfungen* nécessaires à l'obtention du titre de maître, beaucoup de corporations en avaient organisé avant le 1^{er} octobre 1901, date d'entrée en vigueur de la loi sur ce point. Très diverse est l'appréciation des chambres sur ce titre de maître.

La chambre d'Osnabrück prétend qu'il est complètement inutile de dépenser du temps et de l'argent pour obtenir ce titre, puisque sans le posséder on peut tenir et diriger des apprentis. Au point de vue du public, dit la chambre de *Königsberg*, cette dignité n'a ni valeur pratique, ni valeur théorique. Le public est encore peu familiarisé avec elle et incapable de distinguer le maître de métier de celui qui ne l'est pas et il se passera bien du temps avant que cette distinction entre effectivement dans les mœurs. Pour qu'il en soit différemment, il faudrait que, seuls, les maîtres ayant subi l'examen puissent avoir le droit d'avoir des apprentis.

Les chambres d'Aix-la-Chapelle, d'Oppeln et de Constance vont encore plus loin et demandent que tous les travaux publics ou toutes les adjudications de fournitures soient réservés aux seuls maîtres titularisés.

C'est sur le titre de maître, en définitive, que se livre maintenant la dernière bataille des partisans de la preuve de capacité qui voudraient toujours qu'un domaine exclusif soit réservé aux maîtres possédant le *Meistertitel* (1).

(1) Le titre de maître.

Le métier n'est donc ni mort, ni mourant ; certains économistes doutent même que sa condition actuelle soit pire qu'au xviii^e siècle ; il subit des transformations intimes ; il perd du terrain sur beaucoup de points, il est ébranlé sur d'autres, mais son existence est assurée par ailleurs et il est à croire qu'il ne finira jamais complètement.

Vu :

Le Président de la thèse,
C. PERREAU.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer .

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Albertus.** — Ueber die Nothlage des Handwerks und die Mittel zu seiner Hebung (1889).
- Bergius.** — Die preussischen Gewerbe-gesetze (1857).
- Bödiker.** — Die Gewerbe-und Versicherungsgesetzgebung des deutschen Reichs (Berlin, 1887).
- Biebahn.** — Statistik Deutschlands (1879).
- Bobertag (Georg).** — Die Handwerkerfrage in Jahre 1880 (Bernstadt, 1880).
- Bottger (Hugo).** — Für das Handwerk (Braunschweig, 1894).
- Bourguin (Maurice).** — Les systèmes socialistes et l'évolution économique (1904).
- Brants (Victor).** — Le régime corporatif au XIX^e siècle dans les Etats germaniques (Louvain, 1894).
- La petite industrie contemporaine (Paris, 1902).
- Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne (*Réforme sociale*, 1898).
- Les métiers de la petite industrie en Allemagne (*Réforme sociale*, 1900).
- L'effort corporatif pour le relèvement des métiers en Allemagne. Bruxelles, 1908.
- Un organisme de la vie moderne dans la petite industrie (*Réforme sociale*, 1902).
- Bücher (Karl).** — Die Entstehung der Volkswirtschaft (Etudes d'histoire et d'économie politique. Traduction Hansay. Paris, 1901).
- Crueger.** — Der heutige Stand des Genossenschaftswesens (Berlin, 1898).
- Articles dans les *Jahrbücher des allgemeinen Verbandes der deutschen Erwerbs und Wirtschaftsgenossenschaften*, Berlin (Annuel, v. principalement 1901).
- Darmstadt (Heinrich).** — Die Innungen in Mainz (Mainz, 1900).

- Demolins.** — Chronique du travail à l'Etranger, in *Association Catholique*, 1880.
- Droste.** — Die Handwerkerfrage (1884).
- Engel (Dr August).** — Fünf Jahre unter dem Handwerkerschutzgesetz in « *Arbeiterwohl* » (Organ des Verbandes Katholischer Industrieller und Arbeiterfreunde) Dr F. Hitze, General Sekretär. — Köln, 1903, Heft. I.
- Stand der Gewerbeförderung in Preussen in « *Arbeiterwohl* », 1903. Heft I.
- Fichte (J. Gottlieb).** — Beiträge zur Berechtigung der Urtheile des Publikums über die französische Revolution (1796).
- Frank (Ludwig).** — Ueber die Entwicklung der Innungen in Baden (Fribourg, 1899).
- Grandke (H.).** — Die vom « Verein für Socialpolitik » veranstalteten Untersuchungen über die Lage des Handwerks in Deutschland, mit besonderer Rücksicht auf seine Konkurrenzfähigkeit gegenüber der Grossindustrie. — In *Schmoller's Jahrbücher für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft* (1897).
- Grad (Charles).** — Le peuple allemand, ses forces et ses ressources. Paris, 1888.
- Graezer (Rudolf).** — Zur Statistik der Innungsmeister unter den deutschen Handwerkern (*Schmoller's Jahrbücher*, 1898).
- Die praktische Ausgestaltung der Handwerkerinnungen und Genossenschaften (Krefeld, 1901).
- Gruenenberg und Peters.** — Die Wirkung des Gesetzes von 26 Juli 1897, auf das Handwerk (Krefeld, 1898).
- Hampke (Thilo).** — Der Befähigungsnachweis im Handwerk (Iéna, 1892), dans la collection: *Sammlung nationalökonomischer und Statistischer Abhandlungen des staatswissenschaftlichen Seminars zu Halle de Conrad*. Heft I. — VIII. Band.
- Die Innungsentwicklung in Preussen (*Schmoller's Jahrbücher*, 1894).
- Die neue Organisation des Handwerks und die Regelung des Lehrlingswesens (in *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1897).
- Harms (B.).** — Ist das deutsche Handwerk konkurrenzfähig? (Leipzig, 1900).
- Zur Entwicklungsgeschichte der deutschen Buchbinderei (Leipzig, 1900).
- Heitz (E.).** — Studien zur Handwerkerfrage (Stuttgart, 1889).
- Hertling (Freiherr von).** — Reden und Aufsätze (Freiburg, 1884).
- Naturrecht und Socialpolitik (Köln, 1893).

- Hirschberg (D^r).** — Blätter für Genossenschaftswesen (Berlin, 1890-1893, non périodique).
- Hitze (Franz).** — Schutz dem Handwerk! (Paderborn, 1883.)
- Hoffmann.** — Organisation des Handwerks und Regelung des Lehrlingswesens auf Grund des Reichsgesetz, von 26 Juli 1897 (Berlin, 2^e éd., 1897).
- Jacobi.** — Die Innungen nach dem Reichsgesetz, vom 18 Juli 1881 (Berlin, 1883).
- Jæger.** — Die Handwerkerfrage (Berlin, 1887).
- Kerschensteiner.** — Beobachtungen und Vergleiche über Einrichtungen für gewerbliche Erziehung ausserhalb Bayern (München, 1901).
- Ketteler.** — Die Arbeiterfrage und das Christenthum (1864).
- Kienbock.** — Ziel und Grenze der gewerblichen Mittelstandspolitik (Wien, 1899).
- Kollmann (Paul).** — Die gewerbliche Entstellung im deutschen Reiche nach der Gewerbezahl, vom 14 juin 1895 (in *Schmoller's Jahrbücher*, 1901).
- Mendelsohn (Max).** — Die Stellung des Handwerks (1899).
- Morisseeaux.** — La législation du travail (Bruxelles, 1895).
- Perrot (F.).** — Das Handwerk, seine Reorganisation und seine Befreiung von der Uebermacht des Grosscapitals (Leipzig, 1876).
- Pertz.** — Das Leben des Ministers Freiherrn von Stein (Berlin, 1849).
- Philippovich.** — Handbuch des öffentlichen Rechts de Marquardsen (V. Volkswirtschaftspolitik).
- Rehfues.** — Ueber das Zunftwesen (Bonn, 1818).
- Reichenbach.** — Les transformations économiques de l'Allemagne, in *Association Catholique*, 1882.
- Rohrscheidt (Kurt von).** — Vom Zunftzwange zur Gewerbefreiheit (1898).
— Die Normalstatuten für freie und Zwangsinnungen (1898).
- Roscher (Wilhelm).** — Die Nationalökonomie des Ministers von Stein (In der *Cotta'schen Vierteljahrsschrift*, 1886, Heft. III.
— Geschichte der Nationalökonomik in Deutschland (Munich, 1874).
- Roscher und Stieda.** — Nationalökonomik des Handels und Gewerbelebens (7^e éd., 1899).
- Schmoller.** — Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe (Halle, 1870).

- Schœnberg.** — Handbuch der politischen Ækonomie (2^e éd. Tübingen, 1886).
- Stieda (W.).** — Article *Handwerk* in Handwörterbuch der Staatswissenschaften.
- Article *Innung* in Handwörterbuch der Staatswissenschaften.
- Die Innungenenquete (in *Jahrbücher für Nationalökonomie und statistik*, 1897).
- Die Lebensfähigkeit des deutschen Kleingewerbes (1897).
- Voigt (Paul).** — Die deutschen Innungen ; eine statistische Studie (*Schmoller's Jahrbücher*, 1898).
- Das deutsche Handwerk (*Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, t. LXX, 1897).
- Die Hauptergebnisse der neuesten deutschen Handwerkerstatistik, von 1895 (*Schmoller's Jahrbücher*, 1897).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Progrès successifs accomplis par l'idée corporative dans la législation allemande depuis 1809 . .	7
CHAPITRE II. — Succès du libéralisme. Loi de 1869	23
CHAPITRE III. — Retour au régime corporatif. Progrès de l'Innung.	31
CHAPITRE IV. — Le fonctionnement actuel des corporations. Loi du 26 juillet 1898	69
CHAPITRE V. — Les résultats de la nouvelle loi	15
BIBLIOGRAPHIE	139

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
